



Rapport de l'Agent comptable sur les comptes de l'exercice 2016

SOMMAIRE

| | |
|---|-----------|
| Les comptes de la Branche | 5 |
| I - Synthèse de l'exercice | 7 |
| 1 - Le compte de résultat..... | 7 |
| 2 - Le bilan | 15 |
| II - Fiches détaillées..... | 19 |
| 1 - Les faits marquants de l'exercice..... | 19 |
| 2 - Les charges de gestion technique | 25 |
| 3 - Les prestations d'action sociale..... | 35 |
| 4 - Les prestations versées pour le compte de tiers | 41 |
| 5 - Les produits de gestion technique | 49 |
| 6 - La trésorerie | 55 |
| 7 - Les capitaux propres | 59 |
| 8 - Les effectifs..... | 61 |
| Les comptes de l'Etablissement public..... | 63 |
| I - Présentation de l'organisme | 65 |
| II - La gestion administrative..... | 67 |
| III - La formation du résultat de la Cnaf..... | 73 |
| IV - Les effectifs | 75 |

LES COMPTES DE LA BRANCHE

I - Synthèse de l'exercice

1 - Le compte de résultat

Le compte de résultat enregistre les charges et produits de l'exercice.

En M€

| Charges | 2016 | 2015 | Evolution 2015 à 2016 |
|---------------------------------------|---------------|---------------|--------------------------|
| Charges de gestion technique | 48 002 | 52 688 | -8,89% |
| Charges de gestion courante | 2 875 | 2 877 | -0,05% |
| Charges financières | 4 | -2 | -334,76% |
| Charges exceptionnelles | 13 | 10 | 32,86% |
| Impôts sur les bénéfices et assimilés | 0 | 0 | -20,98% |
| Charges de l'exercice (i) | 50 894 | 55 573 | -8,42% |

| Produits | 2016 | 2015 | Evolution 2015 à 2016 |
|---|---------------|---------------|--------------------------|
| Produits de gestion technique | 49 221 | 53 517 | -8,03% |
| Produits de gestion courante | 626 | 503 | 24,46% |
| Produits financiers | 9 | 3 | 226,14% |
| Produits exceptionnels | 42 | 22 | 87,84% |
| Produits de l'exercice (ii) | 49 897 | 54 045 | -7,67% |
| RESULTAT NET DE L'EXERCICE (iii= ii-i) | -997 | -1 528 | -34,75% |

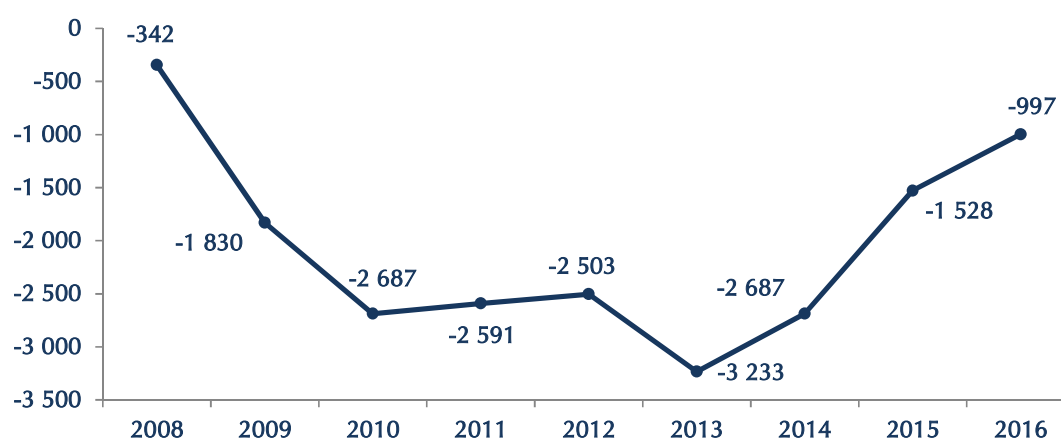
Le résultat de la Branche pour l'exercice 2016, toutes gestions et tous régimes confondus, s'établit à – 997 M€. Ce déficit se réduit de 531 M€ par rapport à celui de 2015 sous l'effet d'une diminution des charges plus accrue que celle des produits.

Les charges de la Branche sont en diminution de 8,4 %, soit 4 678 M€, principalement sous l'effet de la baisse des dépenses de prestations légales de 13,3 % en 2016, soit - 4 845 M€. Cette évolution provient notamment des transferts de financement au budget de l'Etat :

- de l'allocation de logement à caractère familial (Alf) pour 4 335 M€,
- des frais de tutelle des adultes pour - 311 M€.

Dans le même temps, les produits de la Branche ont connu une baisse moins soutenue que celle des charges de l'exercice 2016 (- 7,7 %). La diminution des cotisations sociales (- 8 %) conjuguée avec la baisse des impôts et taxes affectés (-12,1 %) ainsi que de la contribution sociale généralisée (-10,5 %) sont les principaux contributeurs de cette évolution.

Résultat de la branche famille (en M€)



1.1 Les charges

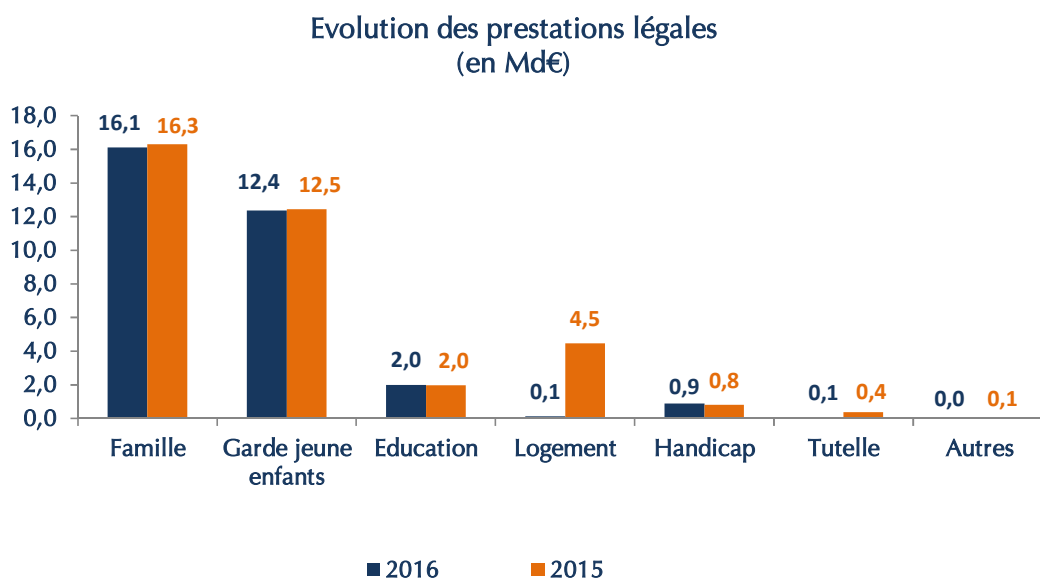
1.1.1 Les charges de gestion technique

Les charges de gestion technique, qui constituent 94,3 % des charges de la Branche, diminuent de 4 686 M€, soit un recul de 8,9 %.

Elles comprennent :

- les prestations légales (65,8 % du total des charges techniques),
- les prestations d'action sociale (10,7 %),
- les transferts et subventions versés à divers organismes et régimes (Avpf, congé de paternité, Fsv, ...) pour 21,2 %,
- les diverses charges techniques (1,2 %),
- les dotations aux provisions (1 %).

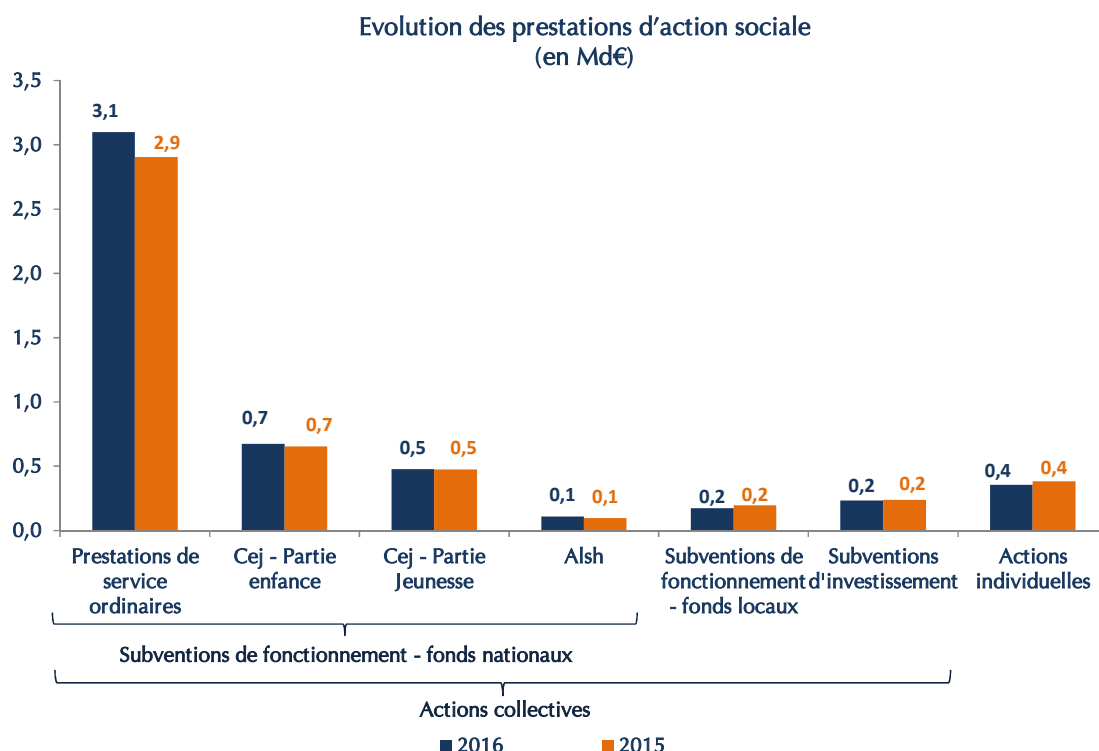
a) Les prestations légales



Les prestations légales diminuent de 4 845 M€, soit -13,3 %.

Cette évolution repose principalement sur le transfert en janvier 2016 au budget de l'Etat des allocations en faveur de la famille. Il reste 121 M€ de dépenses de prestations correspondant aux rappels payés en 2016 au titre des années antérieures.

b) Les prestations d'action sociale

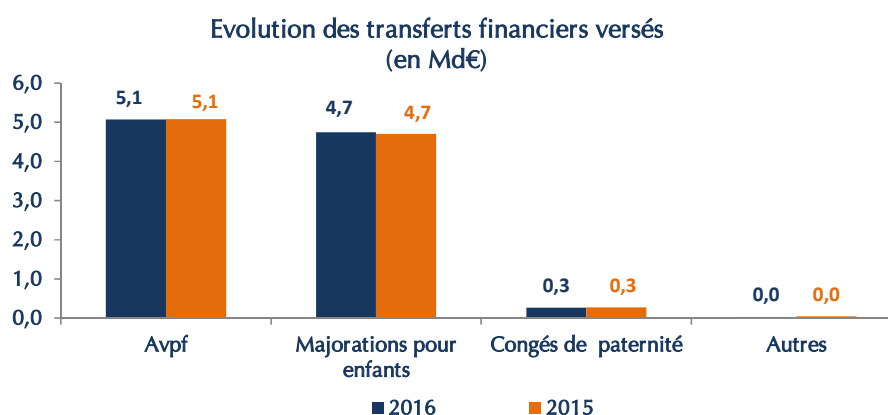


Les prestations d'action sociale, connaissent en 2016 une augmentation de + 3,4 % (+ 168 M€).

Les subventions de fonctionnement sur fonds nationaux demeurent dynamiques avec une progression de + 5,4 % (+ 222 M€), notamment les prestations de service ordinaires de + 6,6 % (+ 191 M€), celles affectées aux Cej partie enfance de + 2,6 % (+ 17 M€) et celles relatives à l'aide spécifique Alsh +9,9 % (+12 M€).

Le montant des aides individuelles diminue de 7,3 % en 2016 (- 28 M€), alors qu'il avait augmenté 12,6 % en 2015.

c) Les transferts financiers versés



Les transferts versés au profit de tiers ou d'entités institutionnels sont stables (+0,2 %) à 10,1 Md€.

d) Les diverses charges techniques

Les diverses charges techniques comprennent :

- des subventions versées aux diverses associations nationales (4,2 M€),
- des pertes sur créances irrécouvrables relatives aux cotisations ou prestations notifiées par l'Acosse au titre du régime général et par le régime agricole pour ses ayants-droit (403 M€), et aux créances d'indus de prestations (114 M€),
- diverses autres charges techniques concernant principalement les notifications de charge reçues de l'Acosse sur le recouvrement direct (21,9 M€).

e) Les dotations aux provisions

Ces dotations diminuent de 20 M€ (- 4,1 %).

Les provisions pour charges techniques sont dotées de 328 M€ en 2016 (contre 354 M€ en 2015) dont :

- 254 M€ pour les subventions d'action sociale,
- 35 M€ pour les rappels de prestations légales,
- 39 M€ pour les autres charges techniques (dont 38 M€ relatives aux congés paternité).

Les provisions pour dépréciation des actifs circulants sont dotées en 2016 à hauteur de 136 M€ contre 129 M€ en 2015. Il s'agit principalement des provisions pour dépréciation des créances sur cotisations Acosse et pour le solde du provisionnement des créances d'Asfr.

f) Les charges financières

Les charges financières de 4,5 M€ résultent principalement des intérêts débiteurs versés à l'Acosse pour 2,9 M€ en 2016 contre - 3,1 M€ d'intérêts débiteurs négatifs en 2015.

1.1.2 Les charges de gestion courante

En 2016 les charges de gestion courante sont stables.

Il est à noter que les charges de personnel (salaires, charges sociales et impôts sur salaires) qui représentent la plus grande part des dépenses de gestion courante (66,5 % en 2016), se caractérisent par une diminution de 0,4 % (-7 M€).

Les charges de gestion courante comprennent en outre les charges de fonctionnement (entretien, chauffage, etc.) des Caf et de la Cnaf, des œuvres en gestion directe et les dotations aux amortissements et provisions de gestion administrative de ces divers organismes.

1.1.3 Les charges exceptionnelles

En 2016, les charges exceptionnelles s'élèvent à 13 M€ et correspondent principalement à la valeur nette comptable des sorties d'immobilisations pour 9,3 M€.

1.2 Les produits

1.2.1 Les produits de gestion technique

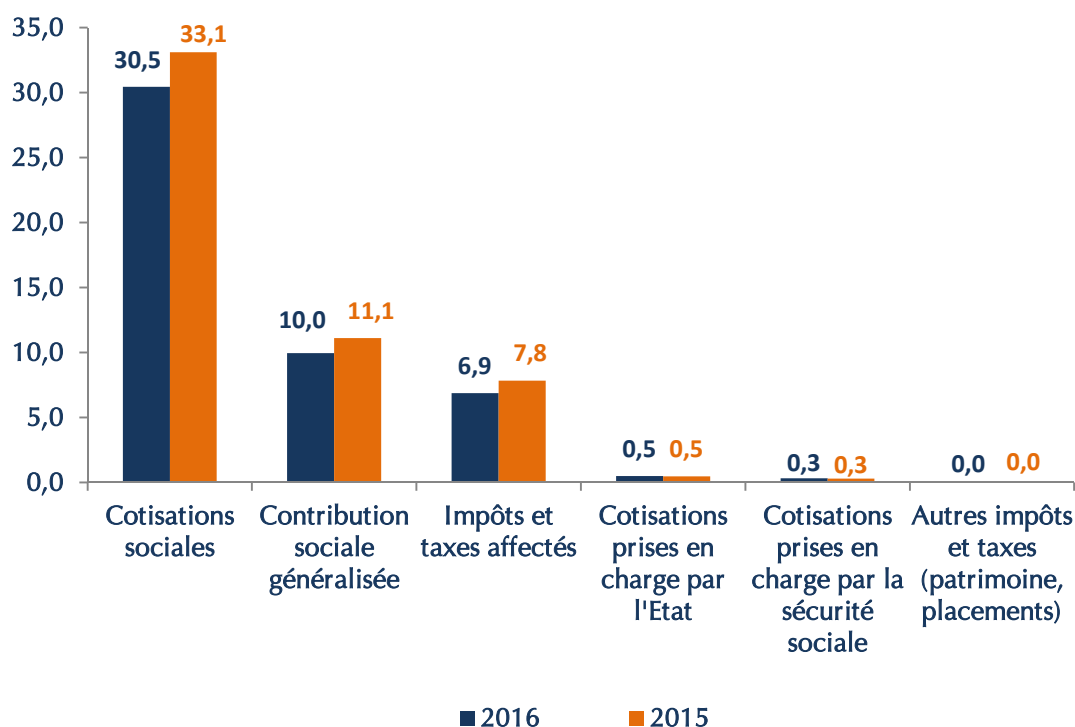
Les produits, cotisations sociales, impôts et produits affectés à la branche Famille, constituent 97,8 % du total des produits.

Ils diminuent de 4 738 M€ en 2016 (soit - 9 %).

Des évolutions diverses, évoquées ci-après, affectent les différentes catégories de produits.

a) Cotisations, impôts et produits affectés

Evolution des cotisations, impôts et produits affectés
(en M€)



i. Les cotisations sociales

Les cotisations sociales (prélevées sur les salaires et sur les revenus des travailleurs indépendants) constituent 63,3 % du total des produits de gestion technique, contre 61,9 % en 2015.

Elles diminuent de - 8 % en 2016 contre - 7,1 % en 2015.

Cette évolution est le résultat de la mise en place de la seconde phase du pacte de responsabilité qui a prévu une baisse du taux des cotisations d'allocations familiales de 1,8 points pour les rémunérations comprises entre 1,6 et 3,5 Smic. Cette perte de produits est compensée par le transfert au budget de l'Etat des dépenses d'Alf, s'élevant à 4 181 M€.

ii. Csg

Le rendement de la contribution sociale généralisée (Csg) connaît une diminution importante de -10,6 %, soit – 1 173 M€. Cette contribution représente 20,7 % des sources de financements de la Branche en 2016, contre 21,0 % en 2015. La majeure partie de la diminution de la Csg résulte de la réaffectation au Fsv de la part de la Csg sur les revenus du capital.

| CONTRIBUTION SOCIALE GENERALISEE | 2016 | STRUCTURE 2016 | 2015 | Evolution 2015 à 2016 |
|---|----------------------|----------------|-----------------------|-----------------------|
| Sur les revenus d'activité (art L136-1 à L136-5 du CSS) - CSG | 7 571 121 830 | 76,08% | 7 705 187 738 | -1,74% |
| Sur les revenus de remplacement (art L136-1 à L136-5 du CSS) - CSG | 2 297 557 086 | 23,09% | 2 311 337 924 | -0,60% |
| Sur les revenus du capital | 558 972 | 0,01% | 1 032 207 684 | -99,95% |
| Sur les jeux (art L136-7-1 du CSS) - CSG | 53 997 315 | 0,54% | 53 094 562 | 1,70% |
| Contribution sociale généralisée : majorations et pénalités de retard | 27 663 030 | 0,28% | 22 347 581 | 23,79% |
| TOTAL | 9 950 898 233 | 100,00% | 11 124 175 488 | -10,55% |

iii. Les impôts et taxes affectés

Le produit des impôts et taxes affectés accuse une baisse de 12,1 % soit – 951 M€, ce qui fixe leur part dans le financement de la branche famille à 14,3 % en 2016, contre 14,8 % en 2015. Cette baisse est due à la suppression de certaines taxes (préciput assurance vie, taxe sur les Vtm et Taxe spéciale sur les contrats d'assurance) compensées partiellement par la création d'une nouvelle taxe spéciale sur les contrats d'assurance et l'affectation d'une part de la taxe de solidarité additionnelle.

iv. Les cotisations prises en charge par l'Etat

Elles représentent une part stable à 1 % des cotisations, impôts et produits affectés. Il s'agit des produits versés par l'Etat au titre de la compensation d'exonérations de cotisations patronales.

v. Les cotisations prises en charge par la Sécurité sociale

La Cnamts prend notamment en charge les cotisations d'allocations familiales des médecins conventionnés de secteur 1 et en verse le montant au bénéfice de la Cnaf (332 M€ en 2016).

b) Les produits techniques – Transferts reçus

Dans cette rubrique figurent les remboursements obtenus de la Cnsa, des remboursements de prestations versées dans les Dom (Cnracl, Fspoeie) et la prise en charge par l'Etat des pertes sur créances d'Aah et Api.

c) Les divers produits techniques

Il s'agit essentiellement des produits résultant du paiement de frais de gestion par les débiteurs de pension alimentaire en lien avec le versement de l'allocation de soutien familial.

d) Les reprises sur provisions

Les reprises sur provisions (pour rappels et indus de prestations, et sur créances de cotisations) constituent le solde des produits techniques. On constate une augmentation de 76,3 % en 2016, pour un montant total de 971 M€, dont 421 M€ au titre des comptes clients et cotisants dépréciés à hauteur de 81% sur la base d'une méthode estimative établie par l'Acoss fondée sur l'analyse de la recouvrabilité des créances dans le passé.

| REPRISES SUR PROVISIONS | 2016 | | 2015 | |
|--|--------------------|-----------------------|--------------------|-----------------------|
| | Montant | Evolution 2015 à 2016 | Montant | Evolution 2014 à 2015 |
| Reprises sur provisions pour charges techniques | 506 535 434 | 39,02% | 364 350 099 | -5,92% |
| Reprises sur dépréciations des actifs circulants | 463 975 893 | 149,14% | 186 228 006 | 31,20% |
| TOTAL | 970 511 327 | 76,27% | 550 578 105 | 4,04% |

1.2.2 Les produits de gestion courante

D'un montant de 626 M€, ces produits augmentent de 24,4 % (+123 M€).

Cette augmentation provient principalement de la hausse des frais de gestion versés par les tiers, en particulier l'Etat, en rémunération de la gestion :

- des aides au logement pour un montant de 349,6 M€ en 2016 contre 263,6 M€ en 2015, dont la hausse résulte du transfert du financement de l'allocation de logement à caractère familial au budget de l'Etat au 1er janvier 2016,
- du Rsa activité et prime d'activité pour un montant de 77,8 M€ en 2016 contre 42,7 M€ en 2015, cette hausse résultant du remplacement du Rsa activité par la prime d'activité, au 1er janvier 2016, dont les dépenses passent de 2 090 M€ à 4 664 M€,
- de l'Asf pour un montant de 11,1 M€ en 2016 contre 7,8 M€ en 2015.

1.2.3 Les produits financiers

Les produits financiers enregistrent une augmentation par rapport à 2016 (+ 6 M€). Ces produits correspondent notamment à la différence entre les intérêts facturés à l'Acoss et les intérêts débiteurs et créditeurs qu'elle refacture.

1.2.4 Les produits exceptionnels

Les produits exceptionnels s'élèvent à 42 M€. Ils résultent principalement des cessions d'immobilisations corporelles (22 M€) et de produits nés du recouvrement de créances réputées irrécouvrables (admises en non-valeur) pour un montant de 17 M€.

2 - Le bilan

Le bilan traduit, au 31 décembre de l'année, l'ensemble des ressources dont dispose l'organisme ainsi que l'emploi qui en est fait. Il constitue un état du patrimoine de la Branche et des dettes de la Branche.

En M€

| Actif | 2016 | 2015 | Passif | 2016 | 2015 |
|--------------------|---------------|---------------|------------------------------------|---------------|---------------|
| Actif immobilisé | 1 312 | 1 323 | Capitaux propres | 966 | -4 035 |
| | | | Provisions pour risques et charges | 1 623 | 1 823 |
| | | | Dettes financières | 3 024 | 4 161 |
| Actif circulant | 13 986 | 12 776 | Autres dettes | 9 686 | 12 150 |
| Total actif | 15 299 | 14 098 | Total passif | 15 299 | 14 098 |

2.1 L'actif

2.1.1 L'actif immobilisé

Le total des immobilisations incorporelles (logiciels), corporelles (constructions et matériels) et financières (prêts accordés) est en très légère baisse en valeur nette en 2016 par rapport à 2015, soit - 10 M€.

2.1.2 L'actif circulant

Ce poste constitue 91,4 % de l'actif, avec 13 986 M€. Il augmente de 1 211 M€ en 2016 (+ 9,5 %).

a) Les fournisseurs et prestataires débiteurs

Dans cette rubrique sont notamment comptabilisés les acomptes versés aux partenaires des Caf en action sociale et les indus sur prestations sociales pour un montant de 3 990 M€ après provisions, en augmentation de 284 M€ par rapport à 2015.

b) Les créances d'exploitation

D'un montant de 9 962 M€ après provisions, ce poste augmente de 917 M€ par rapport à 2015.

Il intègre les comptes clients et cotisants (pour 4 852 M€, après provisions d'un montant de 3 709 M€). Le taux moyen de provisionnement de ces créances, principalement au titre des cotisations, de la Csg et des Itaf, est de 43,3 %. Il est déterminé en fonction des risques de non-recouvrement évalués par l'Acoss.

Les créances d'exploitation sur entités publiques (Etat, fonds nationaux et conseils généraux) sont en augmentation à 4 848 M€ contre 3 796 M€ en 2015. Ces créances correspondent aux prestations qui restent à rembourser à la Branche par ces entités au 31 décembre 2016.

La Branche détient également des créances sur les organismes et régimes de Sécurité sociale, dont le montant global de 168 M€ diminue par rapport à 2015 (326 M€). Cette variation résulte principalement de la diminution de 85 M€ des créances détenues sur les collectivités des Départements d'Outre-mer (Dom), du fait de l'application de l'article 13 de la loi n°2017-256 du 28 février 2017 de programmation relative à l'égalité réelle outre-mer.

2.2 Le passif

2.2.1 Les capitaux propres

L'évolution des capitaux propres en 2016 résulte pour l'essentiel de l'imputation du résultat négatif de 2016 (- 997 M€) et des opérations concernant le report à nouveau de la Branche, dont le solde est positif (+1 306 M€) principalement grâce à la reprise par la Cades, pour un montant de 5 920 M€, des déficits des exercices 2013 et 2014.

2.2.2 Les provisions

| PROVISIONS | Solde au 31/12/2015 | AUGMENTATION | DIMINUTION | Solde au 31/12/2016 |
|---|------------------------|--------------------|--------------------|------------------------|
| Provisions pour rappels, charges et risques techniques | 1 741 529 502 | 351 103 105 | 566 031 077 | 1 526 601 530 |
| Provisions pour rappels | 765 719 563 | 58 057 065 | 188 538 959 | 635 237 670 |
| Provisions pour action sociale | 516 895 416 | 254 260 988 | 265 499 425 | 505 656 979 |
| Provisions pour charges et risques techniques | 458 914 523 | 38 785 052 | 111 992 693 | 385 706 882 |
| Provisions pour risques et charges courantes | 33 982 318 | 19 066 098 | 6 257 274 | 46 791 142 |
| Provisions pour autres charges | 47 639 204 | 36 229 787 | 33 909 470 | 49 959 521 |
| TOTAL | 1 823 151 024 | 406 398 990 | 606 197 820 | 1 623 352 194 |

Les provisions pour risques et charges techniques diminuent globalement de 215 M€, en fonction des évaluations opérées au 31 décembre 2016 et concernent

- le risque de payer des rappels dans les exercices futurs au titre des exercices 2016 et antérieurs, en diminution de 131 M€, dont 117 M€ liés au transfert au budget de l'Etat, le 1er janvier 2016, des dépenses d'Allocations de logement familial (Alf), seuls les rappels au titre des droits nés sur les exercices 2015 et antérieurs (17,7 M€) restant à la charge de la branche Famille,
- les engagements pluriannuels d'action sociale (en diminution de 2,2 %),
- les risques et charges techniques pour un montant de 386 M€ en 2016, dont 341 M€ relatives aux cotisations et notifiées par l'Acoss.

Les autres provisions pour risques et charges correspondent à des provisions de gestion administrative (médailles du travail, primes d'intéressement, etc.) pour 50 M€, et aux provisions pour litige pour 37 M€.

2.2.3 Les dettes financières

| DETTES FINANCIERES | 2016 | 2015 | Evolution de 2015 à 2016 |
|---|----------------------|----------------------|-----------------------------|
| Dépôts et cautionnements reçus 165 | 67 127 | 41 932 | 60,08% |
| Avances reçues d'un organisme de Sécurité Sociale 175 | 915 793 | 1 012 996 | -9,60% |
| Banques , établissements financiers & assimilés 5 | 3 022 962 637 | 4 159 916 749 | -27,33% |
| TOTAL | 3 023 945 557 | 4 160 971 678 | -27,33% |

Le poste principal (banques, etc.) correspond au montant des virements émis avant le 31/12/2016 pour une compensation au 05/01/2017.

2.2.4 Autres dettes – dettes d'exploitation

Le solde global des dettes d'exploitation diminue globalement de 20,3 % entre 2015 et 2016.

Les dettes d'exploitation comportent quatre postes principaux :

- les « Fournisseurs de biens et services » constituée des charges à payer dues pour l'essentiel aux partenaires des Caf en action sociale, pour 4 462 M€. Ce montant est en augmentation (+5,2 %) en 2016. Cette progression est portée par le dynamisme des prestations de services ordinaires (+6,4%).
- les « Prestataires - Versements directs aux allocataires » correspond aux prestations
 - en attente de liquidation au 31 décembre 2016 au profit des allocataires ou des bailleurs, qui constituent les charges à payer de prestations légales à hauteur de 287 M€ en 2016 contre 291 M€ en 2015,
 - liquidées mais non encore payées, pour un montant en hausse de 1 131 M€ pour s'établir à 1 229 M€, le dernier virement pour l'exercice 2015 ayant été émis fin décembre 2015, alors que celui de l'exercice 2016 a été émis début janvier 2017, compte tenu de la position des week-ends vis-à-vis du 31 décembre N et du 05 janvier N+1 (les règlements aux allocataires étant réalisés au 5 du mois suivant et les virements émis à J-2 ouvrés).
- les « Prestataires – Versements à des tiers » est constitué des charges à payer au titre du Cmg-Paje et aux organismes de tutelle et bailleurs pour 784 M€. Ce montant traduit une hausse de 33,6 % par rapport à 2015.
- les dettes envers les autres organismes de Sécurité sociale, en diminution de 66% entre 2015 et 2016.

| Dettes entre organismes de sécurité sociale | 2016 | Structure 2016 | 2015 | Evolution 2015 à 2016 |
|---|----------------------|----------------|----------------------|-----------------------|
| CNAF 4512 | 40 756 | 0,00% | -21 152 | -292,68% |
| Autres cessions de crédits - Crédits consommés à imputer | 40 756 | 100,00% | -21 290 | -291,43% |
| CRDS sur FNPF - Crédits consommés à imputer | 0 | 0,00% | 137 | -100,00% |
| CNAV 4513 | 428 401 060 | 21,68% | 166 478 982 | 157,33% |
| CNAV - AVPF | 192 364 834 | 44,90% | 167 638 269 | 14,75% |
| CNAV - Acomptes AVPF | -126 797 041 | -29,60% | 183 746 | -69106,69% |
| CNAV - Autres opérations | 362 833 267 | 84,69% | -1 343 033 | -27115,97% |
| ACOSS 4514 | 561 028 751 | 28,39% | 4 426 900 081 | -87,33% |
| ACOSS: son compte courant - Opérations avec les org. nationaux | 561 028 751 | 100,00% | 4 426 900 081 | -87,33% |
| REGIME GENERAL AUTRES ORGANISMES DE BASE 452 | 3 030 968 | 0,15% | 2 530 921 | 19,76% |
| Prestations payées pour compte de tiers - Crédits à attribuer | 0 | 0,00% | 3 | -100,00% |
| Restitutions de trésorerie | 0 | 0,00% | 183 826 | -100,00% |
| CAF au titre du FSL | 2 981 | 0,10% | 324 | 819,47% |
| URSSAF | 2 616 511 | 86,33% | 2 139 484 | 22,30% |
| CCSS | 411 476 | 13,58% | 207 284 | 98,51% |
| REGIME GENERAL - UNIONS ET FEDERATIONS 453 | 179 880 | 0,01% | 0 | |
| UCANSS - Régime général - unions et fédérations | -21 102 | -11,73% | 0 | |
| Institut National de Formation Centres de formations | 200 982 | 111,73% | 0 | |
| REGIME AGRICOLE - SALARIES ET EXPLOITANTS 454 | 369 069 839 | 18,68% | 274 881 996 | 34,26% |
| CCMSA - Régime agricole - salariés & exploit. | 369 069 839 | 100,00% | 274 881 996 | 34,26% |
| REGIME AUTONOME DES PROFESSIONS INDEPENDANTES 455 | 18 508 553 | 0,94% | 10 092 164 | 83,40% |
| RSI | 18 508 553 | 100,00% | 10 092 164 | 83,40% |
| DIVERS FONDS 456 | 107 697 067 | 5,45% | 56 623 084 | 90,20% |
| Etat - congé de paternité | 13 725 868 | 12,74% | 14 885 632 | -7,79% |
| Caisse de sécurité sociale de Mayotte - autres rég. & org. Séc.Soc. | 91 579 038 | 85,03% | 39 516 891 | 131,75% |
| Opérations avec divers fonds - autres rég. & org. Séc.Soc. | 1 252 183 | 1,16% | 1 366 904 | -8,39% |
| Organismes étrangers - autres rég. & org. Séc.Soc. | 1 139 978 | 1,06% | 853 657 | 33,54% |
| AUTRES ORGANISMES 457 | 0 | | 347 991 308 | -100,00% |
| FSV - Org.concourant au financ.des régimes oblig.de base | 0 | | 347 991 308 | -100,00% |
| DIVERS OPERATIONS ENTRE ORGANISMES 458 | 488 299 999 | 24,71% | 480 930 386 | 1,53% |
| Charges à payer - Organismes de la branche famille | 15 233 453 | 3,12% | 19 191 227 | -20,62% |
| Charges à payer - Organismes hors branche famille | 473 066 547 | 96,88% | 461 739 159 | 2,45% |
| TOTAL | 1 976 256 872 | 100,00% | 5 766 407 771 | -65,73% |

Sont particulièrement notables les postes ci-après :

Cnav (428 M€)

Ce poste retrace la situation de la branche Famille vis-à-vis de la Cnavts, au titre de :

- l'Avpf (acomptes, régularisation des années antérieures) pour 65 M€,
- la majoration pour enfants directement remboursée, depuis le 1er janvier 2016, par la Cnaf aux Caisses nationales concernées (voir infra), et se traduisant par une dette de 361 M€.

Acoss (561 M€)

Comme en 2015, le solde de trésorerie de la branche au 31 décembre 2016 est négatif. Le compte de la Cnaf tenu par l'Acoss figure donc parmi les dettes au passif du bilan au 31 décembre 2015 (cf fiche 6 relative à la trésorerie). Cette dette est en forte diminution (561M€ en 2016 contre 4 427 M€ en 2015), notamment grâce à la reprise par la Cades des déficits 2013 et 2014 (5 920 M€).

Régime agricole (369 M€)

La dette afférente au régime agricole est de 369 M€ en 2016 contre 275 M€ en 2015. Cette variation s'explique en partie par la majoration pour enfants qui est remboursé par la Cnaf directement aux Caisses nationales concernées (voir supra) et qui se traduit par une dette complémentaire de 36 M€ envers la Ccmsa.

Autres organismes - Fonds de solidarité vieillesse (0 M€)

L'article 24 de la Loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 et l'article 34 de la Loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 ont modifié l'article L223-1 du code de la sécurité sociale : à compter du 1er janvier 2016, la Cnaf rembourse directement aux Caisses nationales concernées (Cnav, Ccmsa et Cnrsi) les montants des majorations de pensions versées en fonction du nombre d'enfants par le régime général, le régime des salariés agricoles, le régime des exploitants agricoles et le régime social des indépendants. Jusqu'alors, la Cnaf versait ces montants au Fond de solidarité vieillesse (Fsv) qui les remboursait aux Caisses nationales. Les 348 M€ de dettes 2015 envers le Fsv sont ainsi ramenés à 0 en 2016, et les dettes 2016 correspondantes sont intégrées aux postes relatifs à la Cnav, trois caisses nationales précitées.

Diverses opérations entre organismes (488 M€)

Cette rubrique regroupe les charges à payer relatives aux « Organismes et autres régimes de Sécurité sociale » pour un montant en hausse de 1,5 % (488 M€).

II. Fiches détaillées

1 – Les faits marquants de l'exercice

1.1 Mayotte

Afin de répondre à l'article 32 de la Loi de financement de la Sécurité sociale (Lfss) pour 2015, la Cnaf a préparé l'intégration des comptes de la Caisse de sécurité sociale de Mayotte (Cssm) aux comptes combinés de la branche Famille. Les travaux nécessaires à cette intégration ont été menés dès 2015 en partenariat avec la Cssm afin que les prestations familiales soient liquidées, payées et comptabilisées avec les outils de la branche famille. Ainsi les outils de la branche famille étaient opérationnels fin septembre 2015 et la Cssm était en capacité de produire ses balances comptables avec ces outils et d'intégrer le périmètre de combinaison 2015 de la branche Famille. Cependant les travaux pilotés par la Dss ont identifié des difficultés significatives concernant la comptabilité des activités de recouvrement de Mayotte, ne donnant pas le niveau d'assurance préalable suffisant pour mettre en œuvre l'intégration. La Dss a donc demandé aux Caisses nationales de reporter à 2016, puis à 2017, l'intégration du bilan de la Cssm dans les comptes du Régime général. Les données comptables de la Cssm n'ont donc pas été intégrées au périmètre de combinaison en 2016. Comme les années précédentes, la Cnaf a versé des subventions d'équilibre :

- de gestion technique pour un montant de 31,7 M€ (14,0 M€ pour les prestations et 17,7 M€ pour l'action sociale dont 11,9 M€ de Prestation d'aide à la restauration scolaire),
- de gestion courante pour un montant de 3,8 M€.

Ces subventions d'équilibre ont ainsi un impact total de 35,5 M€ sur le résultat de la branche famille. L'intégration de la Cssm au périmètre de combinaison aurait eu le même impact net sur le résultat de la branche Famille (70, 8 M€ de charges et 35,3 M€ de produits).

1.2 Dissolution de la Cmaf

Conformément à l'article 30 de la Lfss pour 2015, la Caisse maritime d'allocations familiales (Cmaf) a été dissoute le 1er janvier 2016, et ses allocataires (environ 7700) ont été transférés aux Caf de leur lieu de résidence. Les contrats de travail des salariés de la Cmaf ont été transférés aux Caf du département de leur lieu d'activité. La Caf de la Rochelle a repris au 1er janvier 2016 les comptes de bilan de gestion administrative de la Cmaf (dans les mouvements de l'exercice), ainsi que le versement des aides spécifiques d'Action sociale. Sans incidence sur les comptes combinés, cette dissolution modifie seulement le nombre d'entités entrant dans le périmètre de combinaison de la branche famille.

La création de la prime pour activité (PPA)

Des évolutions sur le Revenu de solidarité active (Rsa) ont conduit à remplacer un des volets par la prime d'activité par la loi du 17 août 2015 relative au dialogue social et à l'emploi. Cette loi prévoit le remplacement du Rsa activité par la prime d'activité, au 1er janvier 2016 en France hors Mayotte, et au 1er juillet 2016 à Mayotte. Au 1er juillet 2016, le calcul de la prestation a été modifié concernant la prise en compte de l'allocation aux adultes handicapés, ouvrant la prestation à de nouveaux allocataires de manière rétroactive. A fin décembre 2016, les dépenses de primes d'activité s'élèvent à 4,7 milliards d'euros. La Dsi travaille en 2017 à améliorer les traitements automatisés de la prime d'activité, notamment pour parfaire l'implémentation de ses règles de gestion dans l'outil de production de la branche, et réduire l'incidence financière des écarts constatés lors de sa montée en charge en 2016. Par ailleurs, des consignes de liquidation spécifiques ont été livrées aux Caf afin de procéder à un traitement manuel des anomalies résiduelles.

La généralisation de la Gestion des Impayés de Pension Alimentaire (GIPA)

Le projet de loi de financement de la Sécurité sociale 2016 a prévu la généralisation à toutes les Caf de la Gestion des Impayés de Pension Alimentaire (GIPA), à compter du 1er avril 2016. La GIPA est un dispositif de soutien destiné aux familles monoparentales s'inscrivant dans la loi n° 2014-873 du 4 août 2014 « pour l'égalité réelle entre femme et homme ». Elle a pour objet de mieux protéger les personnes élevant seules leurs enfants, confrontées à des impayés de pensions alimentaires. Le dispositif prévoit notamment les points ci-après.

- La création de l'Asf « complémentaire » pour les parents qui bénéficient d'une pension alimentaire payée intégralement et régulièrement mais dont le montant est inférieur à 104,75€ par enfant à charge. L'Asf « complémentaire » complète ainsi le montant de leur pension à concurrence du montant de l'Asf. Cela génère un coût de 7 M€.
- La possibilité d'examiner les droits à l'Asf dès le premier mois de non-respect de l'obligation d'entretien ou de non versement de la pension alimentaire.
- La Caf transmet au créancier d'aliments les renseignements qu'elle détient sur le débiteur (adresse, situation socio-professionnelle, nature des ressources financières, etc.). Ces informations peuvent être produites devant un juge et sont de nature à faciliter les démarches de l'allocataire pour fixer ou réviser une pension alimentaire. Les Caf peuvent aussi accompagner les parents pour les aider à fixer le montant de la pension alimentaire.
- En matière de recouvrement, la procédure de paiement direct a été modifiée pour permettre de récupérer 24 mois d'arriérés de pensions alimentaires, contre 6 auparavant.

Les réformes portant sur les aides au logement

- A compter du 1er janvier 2016, le montant des aides au logement est arrondi à l'euro inférieur après prélèvement de la Crds. L'économie pour la branche induite par cette modification est estimée à 36,6 M€ pour 2016, répartis comme suit :
 - 7,6 M€ pour l'Allocation de logement à caractère familial (Alf),
 - 13 M€ pour l'Allocations de logement à caractère social (Als),
 - 16 M€ pour l'Aide personnalisée au logement (Apl).

- A compter de juillet 2016, une aide dégressive est mise en place au-delà d'un seuil de loyer et devient nulle à partir d'un second seuil. Par ailleurs, sont désormais exclus les bénéficiaires de l'Aah et de l'Aeeh. L'économie induite par cette mesure est estimée à 84 M€ en année pleine :
 - 18 M€ pour l'Alf,
 - 63 M€ pour l'Als,
 - 3 M€ pour l'Apl.
- A compter d'octobre 2016, les revenus issus du patrimoine immobilier et/ou financier doivent être pris en compte dans le calcul des nouvelles aides au logement. Le Projet de loi de finances estimait à 133 M€ l'économie en année pleine sur le stock de bénéficiaires, l'impact par aide étant estimé à 56 M€ pour l'Alf, 34 M€ pour l'Als et 42 M€ pour l'Apl. Compte tenu de la montée en charge de cette mesure, l'économie estimée pour 2016 serait de 3 M€.
- Les étudiants dont les parents sont assujettis à l'Impôt de solidarité sur la fortune (Isf) sont exclus du bénéfice des aides au logement (impact financier non mesuré faute de données disponibles).

Les effets des mesures mises en œuvre depuis 2014 et observés sur 2016

- la modulation des allocations familiales en fonction des ressources par l'établissement de deux plafonds de ressources annuelles au-delà desquelles les montants des allocations familiales et de leurs compléments sont divisés par deux ou par quatre (date d'effet au 1er juillet 2015), qui génère une économie en 2016 de 762 M€ (contre 381 M€ en 2015),
- les décrets d'application de la loi du 24 juillet 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes, qui ont notamment mis en place le partage de la Prepa entre les deux parents,
- la revalorisation du complément familial (majoré), qui induit une augmentation des dépenses de 245 M€,
- la modification des plafonds et le gel du montant de l'allocation de la prime à la naissance, pour une diminution des dépenses de 21 M€,
- la modification des plafonds et le gel du montant de l'Allocation de base (Ab) et la création de l'Ab à taux partiel, qui a généré une baisse de 324 M€,
- la suppression de la majoration du Complément de libre choix d'activité, pour une baisse des charges de 102 M€,
- la modification des plafonds du Complément de mode de garde, générant 50 M€ d'économie,
- la revalorisation de l'Allocation de soutien familial de 25%, qui accroît les dépenses de 188 M€.

1.4 Barèmes

Le montant de la Base mensuelle des allocations familiales (Bmaf), revalorisé le 1^{er} avril de chaque année, est fixé par décret, et sert au calcul des Allocations familiales (Af), de l'Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (Aeeh), de l'Allocation journalière de présence parentale (Ajpp), de l'Allocation de soutien familial (Asf), de la Prime de déménagement, de l'Allocation de rentrée scolaire (Ars) et de l'Allocation de parent isolé (Api). Ces prestations sont calculées comme égales à la Bmaf multipliée par un coefficient spécifique à chaque prestation. Après son augmentation de 0,6% le 1^{er} avril 2014, le montant de la Bmaf n'a pas été revalorisé en 2015. En 2016, le montant de la Bmaf a été revalorisé de 0,1% et la méthode de revalorisation a été modifiée : désormais le montant de la Bmaf est revu en avril en fonction de l'inflation constatée sur les 12 derniers mois, alors que l'on tenait compte auparavant de l'évolution prévue pour l'année en cours.

Les plafonds de ressources ont été rehaussés de 0,4% au 1^{er} janvier 2016, notamment pour les prestations familiales, les aides au logement et le Revenu de solidarité active.

1.5 Financement

Le transfert en 2016 au budget de l'Etat des dépenses d'Alf induit une baisse de 4,3 Md€ des dépenses supportées par la branche, incluant une incidence sur les charges à payer (16 M€ en 2015), sur les provisions pour rappels (135 M€ en 2015) et sur les provisions pour dépréciation des créances d'indus (29 M€ communiqués pour information à l'Etat au titre de 2016).

Les dépenses de frais de tutelle des adultes, représentant 84 % des dépenses totales de frais de tutelles, sont aussi transférées au budget de l'Etat en 2016, pour un montant de 311 M€.

La seconde phase du pacte de responsabilité et de solidarité (baisse de 1,8 points du taux de cotisations famille pour les salaires compris entre 1,6 et 3,5 Smic) induit une baisse des recettes de 4,1 Md€ entre 2015 et 2016 (-7,8%). Cette diminution se répartit entre une baisse des cotisations (-2,0 Md€), de la Csg (-1 Md€), du préciput assurance vie et autres contributions sociales (-1,2 Md€) et des primes d'assurance automobile (-0,2 Md€), compensées par le transfert au budget de l'Etat des dépenses de l'ALF (- 4,3 Md€) et par une augmentation des taxes sur salaires (+0,3 Md€).

La reprise par la Cades des déficits 2013 et 2014 de la branche famille s'est traduite par un versement à la Cnaf de 5,9 Md€, de février à septembre 2016 (incidence sur le report à nouveau).

1.6 Majorations de pension pour enfants

L'article 24 de la Lfss pour 2016 et l'article 34 de la Lfss pour 2017 ont modifiés l'article L223-1 du code de la sécurité sociale : à compter du 1^{er} janvier 2016, la Cnaf rembourse directement aux Caisses nationales concernées (Cnav, Ccmsa et Cnrsi) les montants des majorations de pensions versées en fonction du nombre d'enfants par le régime général, le régime des salariés agricoles, le régime des exploitants agricoles et le régime social des indépendants. Jusqu'alors, la Cnaf versait ces montants au Fond de solidarité vieillesse (Fsv) qui les remboursait aux Caisses nationales. Pour la comptabilité de la Cnaf, cela induit un transfert du compte du Fsv vers ceux des trois Caisses nationales concernées (transferts entre comptes 45) pour un montant de 4,7 Md€.

L'article 13 de la loi n°2017-256 du 28 février 2017 de programmation relative à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique limite, pour les exercices 2016 et 2015, le montant des produits de cotisations dues par les collectivités des Départements d'Outre-mer au montant des prestations versées par ces collectivités. Cette mesure rétroactive induit ainsi une diminution globale des produits de cotisations à hauteur de 85,3 M€ : - 43,2 M€ au titre des cotisations 2016 et -42,1 M€ au titre des cotisations 2015. La diminution des cotisations 2015 s'est traduit en 2016 par la comptabilisation d'une annulation des créances comptabilisées en 2015 et restant à recouvrer sur le présent exercice.

Les charges de gestion technique présentées dans cette note couvrent l'ensemble des prestations familiales relevant du Fnpf, versées par les Caf et la Msa, les transferts financiers vers des tiers en charge du versement de certaines prestations (Avpf, majorations enfants, congés paternité) ainsi que les autres financements pris en charge par la branche Famille (participation au titre de l'Alt, fond spécial destiné aux Unaf).

Les montants de charges intègrent les charges à payer relatives à ces prestations.

| En euros | 2016 | 2015 | Evolution 2016/2015 |
|-----------------------------|--------------------|--------------------|------------------------|
| Prestations légales | 31 598 689 134 | 36 444 146 822 | -13,30% |
| <i>Dont charges à payer</i> | <i>754 323 928</i> | <i>778 574 853</i> | <i>-3,11%</i> |
| Transferts | 10 114 451 849 | 10 094 206 216 | 0,20% |
| Autres charges techniques | 81 807 591 | 58 648 850 | 39,49% |
| Diverses charges techniques | 553 409 282 | 585 580 827 | -5,49% |

Les principaux facteurs d'évolution de ces prestations sont les suivants:

- le transfert au budget de l'Etat au 1^{er} janvier 2016 du financement de l'Allocation de logement à caractère familial (4,3 Md€), et du volet adulte des frais de tutelles (7,4 M€),
- les évolutions réglementaires (cf note 1) concernant principalement la Paje, les allocations familiales (Af) et d'Allocation de soutien familial (Asf),
- la revalorisation des barèmes de + 0,1 % pour la Base mensuelle des allocations familiales (Bmaf),
- une baisse des naissances de 1,8% en 2016 et une faible progression de la population âgée de 20 ans et moins (+ 0,2%), se traduisant par une baisse du nombre d'enfants couverts par les prestations de la Paje (-1,8 % pour la prime naissance, -1,4 % pour le Cmg, le Clca et l'allocation de base), et une hausse pour les prestations dédiées à l'enfance et la jeunesse (+0,2 % d'enfants en âge de percevoir les Af, +05 % pour le Cf),
- la relative stabilité du nombre d'allocataires du Fnpf (-0,1% entre décembre 2015 et décembre 2016), notamment du fait de la diminution du nombre d'allocataires bénéficiant d'une prestation de petite enfance (+ 2%), compensée par la progression du nombre d'allocataires bénéficiant de prestations enfance jeunesse (+ 0,2%).

2.1 Les prestations légales versées directement aux allocataires

2.1.1 Les prestations versées

Le Fonds national des prestations familiales (Fnpf) est constitué d'une première série de dépenses correspondant aux prestations versées par les Caf aux allocataires.

| Prestations par grands postes | 2016 | Structure 2016 | 2015 | Evolution de 2015 à 2016 |
|---|-----------------------|----------------|-----------------------|--------------------------|
| Allocations : | | | | |
| En faveur de la famille | 16 124 750 512 | 51,03% | 16 307 822 719 | -1,12% |
| Régime général | 15 624 891 252 | 96,90% | 15 806 652 315 | -1,15% |
| Autres régimes | 499 859 260 | 3,10% | 501 170 404 | -0,26% |
| Pour la garde des jeunes enfants | 192 | | 171 600 | -99,89% |
| Régime général | 1 630 | | 3 866 | -57,83% |
| Autres régimes | -1 439 | | 167 734 | -100,86% |
| Pour l'accueil des jeunes enfants | 12 360 398 992 | 39,12% | 12 453 651 216 | -0,75% |
| Régime général | 11 966 665 053 | 96,81% | 12 072 045 464 | -0,87% |
| Autres régimes | 393 733 938 | 3,19% | 381 605 752 | 3,18% |
| En faveur de l'éducation | 1 995 457 446 | 6,32% | 1 984 249 728 | 0,56% |
| Régime général | 1 927 389 648 | 96,59% | 1 918 028 276 | 0,49% |
| Autres régimes | 68 067 799 | 3,41% | 66 221 452 | 2,79% |
| En faveur du logement | 121 386 910 | 0,38% | 4 456 384 817 | -97,28% |
| Régime général | 113 444 353 | 93,46% | 4 345 892 223 | -97,39% |
| Autres régimes | 7 942 557 | 6,54% | 110 492 594 | -92,81% |
| En faveur des handicapés | 883 837 013 | 2,80% | 811 881 243 | 8,86% |
| Régime général | 860 820 528 | 97,40% | 789 663 108 | 9,01% |
| Autres régimes | 23 016 485 | 2,60% | 22 218 135 | 3,59% |
| Frais de tutelle | 63 531 974 | 0,20% | 376 278 929 | -83,12% |
| Régime général | 62 271 962 | 98,02% | 355 788 995 | -82,50% |
| Autres régimes | 1 260 012 | 1,98% | 20 489 933 | -93,85% |
| Autres allocations & prestations | 49 326 095 | 0,16% | 53 706 571 | -8,16% |
| Régime général | 47 128 928 | 95,55% | 50 986 905 | -7,57% |
| Autres régimes | 2 197 167 | 4,45% | 2 719 666 | -19,21% |
| TOTAL | 31 598 689 134 | 100,00% | 36 444 146 822 | -13,30% |

Les prestations financées par le Fnpf et versées aux allocataires diminuent de 13,3 % par rapport à 2016 et représentent désormais 65,8 % des charges de gestion technique. Le montant total des dépenses de prestations est de 31 599 M€.

Par type de prestation, la structure des dépenses évolue notablement sous l'effet du transfert au budget de l'Etat du financement de l'Alf et des frais de tutelle des adultes. Les dépenses relatives à la famille et à l'accueil du jeune enfant représentent ainsi une part plus importante (90,1 % contre 78,9 % en 2015) alors que la part des dépenses en faveur du logement devient quasi nulle (0,4% contre 12,2% en 2015).

L'évolution de chacune des prestations est la suivante :

| Prestations légales | 2016 - TOTAL TOUS REGIMES | 2015 - TOTAL TOUS REGIMES | Evolution de 2015 à 2016 |
|--|---------------------------|---------------------------|--------------------------|
| Allocations en faveur de la famille | 16 124 750 512 | 16 307 822 719 | -1,12% |
| Allocations familiales | 12 423 254 393 | 12 765 226 443 | -2,68% |
| Allocations forfaitaires | 89 589 951 | 97 449 171 | -8,06% |
| Complément familial CF | 2 007 887 931 | 1 900 683 957 | 5,64% |
| APJE courte | 943 | 2 296 | -58,93% |
| APJE longue | 53 779 | 50 147 | 7,24% |
| Allocation d'adoption | 23 479 | 20 838 | 12,67% |
| ASF récupérable | 76 434 930 | 72 103 055 | 6,01% |
| ASF non récupérable | 1 451 599 408 | 1 400 904 547 | 3,62% |
| APP - Allocation de présence parentale | 64 220 | 7 881 | 714,86% |
| AJPP - Allocation journalière de présence parentale | 72 234 510 | 68 025 730 | 6,19% |
| Complément de déplacement AJPP | 3 606 968 | 3 348 653 | 7,71% |
| Allocations pour la Garde des Jeunes Enfants | 192 | 171 600 | -99,89% |
| APE rang 3 et plus - taux plein | -2 671 | 10 952 | -124,39% |
| APE rang 3 et plus - taux partiel | -205 | 0,00 | |
| APE rang 2 - taux plein | -1 494 | 3 642 | -141,03% |
| APE rang 2 - taux partiel | 3 912 | 157 162 | -97,51% |
| AFEAMA - Majoration | 514 | -514 | -200,00% |
| AFEAMA - cotisations prises en charge | 136 | 359 | -62,10% |
| AGED - moins de 3 ans | 0,00 | 0,00 | |
| AGED - plus de 3 ans | 0,00 | 0,00 | |
| Prestation Accueil des Jeunes Enfants | 12 360 398 992 | 12 453 651 216 | -0,75% |
| Prime - PAJE | 606 023 815 | 396 324 500 | 52,91% |
| Allocation PAJE | 3 935 058 254 | 4 095 035 603 | -3,91% |
| Complément libre choix - CLCA - PAJE | 822 999 524 | 1 579 281 813 | -47,89% |
| Complément libre choix - Mode de garde - PAJE | 6 235 566 489 | 6 174 256 502 | 0,99% |
| Prestation partagée d'éducation de l'enfant (PreParE) - Paje | 760 750 910 | 208 752 798 | 264,43% |
| Allocations en faveur de l'Education | 1 995 457 446 | 1 984 249 728 | 0,56% |
| Allocation de rentrée scolaire | 1 995 457 446 | 1 984 249 728 | 0,56% |
| Allocations en faveur du Logement | 121 386 910 | 4 456 384 817 | -97,28% |
| ALF - location | 119 276 383 | 3 955 351 377 | -96,98% |
| ALF - accession | 1 745 201 | 498 197 330 | -99,65% |
| Prime de déménagement - ALF | 365 327 | 2 836 110 | -87,12% |
| Allocations en faveur des Handicapés | 883 837 013 | 811 881 243 | 8,86% |
| Allocation de base | 440 595 913 | 416 495 771 | 5,79% |
| Compléments | 413 413 321 | 399 174 859 | 3,57% |
| Majoration parent isolé | 29 827 778 | -3 789 386 | -887,14% |
| Frais de tutelle | 63 531 974 | 376 278 929 | -83,12% |
| Frais de mandataires judiciaires - Volet Adultes | 4 711 769 | 315 760 630 | -98,51% |
| Frais de mandataires judiciaires - Volet Enfants | 58 820 205 | 60 518 299 | -2,81% |
| Autres Allocations et Prestations | 49 326 095 | 53 706 571 | -8,16% |
| Allocations différentielles - ADI | 27 910 219 | 30 307 145 | -7,91% |
| Prestations conventions internationales | 3 479 435 | 4 215 347 | -17,46% |
| Prestations payées dans les pays de l'UE | 11 754 692 | 13 082 850 | -10,15% |
| Intérêts des Prêts Jeunes Avenir (PJA) | 0,00 | 1 229 | -100,00% |
| Divers autres allocations et prestations | 6 181 748 | 6 100 000 | 1,34% |
| TOTAL | 31 598 689 134 | 36 444 146 822 | -13,30% |

Allocations en faveur de la famille

Les allocations en faveur des familles représentent une masse financière de 16 125 M€. Elles sont en diminution de 1,1 % entre 2015 et 2016.

Avec 12 513 M€ d'euros versés en 2016, les Allocations familiales constituent la composante majeure de ce poste de dépense. Elles connaissent une diminution de 2,7 % (- 350M€) entre 2015 et 2016, en raison de la première année pleine de leur modulation selon le niveau de ressources des allocataires. Cette réforme à une incidence à la baisse estimée à - 3 points de croissance, compensée par une progression de 0,1 % des dépenses en volume en lien avec :

- la démographie : d'après les dernières pyramides des âges de l'Insee, la population de 20 ans et moins augmente légèrement (+0,2%) entre 2015 et 2016
- une progression de 0,1 % de la Bmaf (en moyenne annuelle).

À l'inverse, les autres prestations de ce groupe connaissent une hausse modérée. En particulier, les dépenses d'Allocation de soutien familial (Asf) augmentent de 3,7 % (+ 55 M€) et celles de Complément familial de 5,6 % (+ 107 M€), à la suite des différentes vagues de revalorisation du montant de l'Asf et du Complément familial majoré (prévues dans le plan 2014 de lutte contre la pauvreté).

Allocations pour l'accueil des jeunes enfants

Les allocations pour l'accueil des jeunes enfants représentent une masse financière de 12 360 M€. Elles sont en diminution de 0,7 % entre 2015 et 2016.

Les dépenses d'Allocation de base (Ab) baissent de 3,9 %. Cette diminution résulte essentiellement de l'effet de la modification des plafonds ainsi que de la poursuite de la mise en place de l'Ab à taux partiel. Ces réformes ne s'appliquent qu'aux familles avec des enfants nés à compter du 1^{er} avril 2014. La baisse des naissances depuis 2015 a également un impact négatif sur ces prestations.

A l'inverse, les dépenses des primes de naissance et d'adoption augmentent de 52,9 % (+ 210 M€), sous l'effet du décalage de la date de versement au 2^{ème} mois après la naissance ou à la justification de la fin de la grossesse, alors que la prime était versée auparavant lors du 7^{ème} mois de grossesse. La baisse des naissances et la poursuite des réformes des plafonds de l'Ab ont un effet inverse.

Pour les enfants nés ou adoptés à compter du 1^{er} janvier 2015, la Prestation partagée d'éducation de l'enfant (Prepare) remplace le Complément de libre choix d'activité (Clca). La décroissance des dépenses de Clca et de Prepare (-11,4 % soit - 204 M€) est principalement le fait d'une baisse du recours à la prestation conjointement à la baisse des naissances observée depuis 2015.

Les dépenses de Complément libre choix mode de garde augmentent de 1% entre 2015 et 2016. La compensation des rémunérations versées par les familles aux assistant(e)s maternel(le)s ou aux personnels de garde à domicile est en diminution de 0,7 %, à la suite notamment des mesures de la Lfss 2014. En revanche, les dépenses de prise en charge des cotisations sociales sont en augmentation de 0,5 %, principalement du fait de la hausse des taux de cotisations et de l'augmentation du salaire horaire des assistant(e)s maternel(le)s. Par ailleurs, le recours aux structures d'accueil (associations, entreprises habilitées, micro-crèches) relevant d'une prestation légale augmente de 20,6 % entre 2015 et 2016, même si ce mode de garde ne représente que 6 % des dépenses de Cmg.

Allocations en faveur du logement

Les dépenses d'Alf sont depuis janvier 2016 financées par le Fonds national d'aide aux logements (Fnal). Il reste cependant 121 M€ de dépenses de prestations correspondant aux rappels payés en 2016 au titre des années antérieures.

Allocations en faveur des handicapés

Les dépenses d'Aeeh (Allocation pour l'éducation d'enfant handicapé) et des Compléments (hors Majoration parent isolé) sont en augmentation de 4,7 % en lien avec la hausse du nombre d'allocataires (+4,5 % sur un an).

Les dépenses au titre de la Majoration parent isolé intégraient en 2014 un complément de charges à payer d'Aeeh, estimé à partir du nombre de dossiers en stock dans les Maisons départementales des personnes handicapées (Mdph). Ce complément est comptabilisé depuis 2015 en provision pour rappels, et les extournes des charges à payer 2014 ont fortement réduit en 2015 le montant des charges comptabilisées au titre de la Majoration parent isolé (-3,8 M€). Ce montant retrouve en 2016 le niveau normalement attendu pour cette prestation (29,8 M€).

2.1.2 Les charges à payer de prestations légales

La note n°2 précise les règles de calcul de la charge à payer relative aux prestations légales. Les charges à payer permettent le rattachement à l'exercice de charges :

- dont les bénéficiaires sont identifiés,
- dont les montants suffisamment précis,
- qui seront effectivement payées lors de l'exercice suivant.

L'évaluation des charges à payer de prestations repose sur le recensement des pièces justifiant une ouverture de droits, reçues jusqu'au 31 décembre mais non encore liquidées à cette date.

A compter de 2014, les Caf enregistrent uniquement dans leur comptabilité, les charges à payer correspondant au Fnpf. Pour les charges à payer associées aux prestations gérées pour le compte de tiers (Aah, Apl, Als, Rsa, etc.), il appartient aux entités publiques qui les financent de les comptabiliser. Dans ce contexte, les Caf conservent néanmoins la responsabilité de valoriser ces charges à payer et de communiquer leur montant à la Cnaf et à leur conseil départemental. La Cnaf communique à l'Etat les montants consolidés des charges à payer relatives aux prestations qu'il finance, afin qu'il puisse les comptabiliser.

| N°de compte | Charges à payer de prestations légales | 2016 | 2015 | Evolution de 2015 à 2016 |
|-------------|---|--------------------|--------------------|--------------------------|
| 4086111 | Allocation en faveur de la famille - CAP | 20 322 444 | 18 985 560 | 7,04% |
| 40861121 | Allocations et aides garde jeunes enfants (Hors Maj AFEAMA et PAJE Rémun*) - CAP | 30 061 362 | 24 594 334 | 22,23% |
| 408611231 | PAJE Rémunérations assistante maternelle - CAP | 186 251 011 | 188 940 865 | -1,42% |
| 408611232 | PAJE Rémunérations employé à domicile - CAP | 10 515 073 | 9 836 718 | 6,90% |
| 4086113 | Allocation en faveur de l'éducation | 2 556 547 | 2 357 856 | 8,43% |
| 4086114 | Allocations en faveur du logement - CAP | 0 | 16 058 211 | -100,00% |
| 4086115 | Allocations en faveur des handicapés (Hors AAH) | 5 619 132 | 4 097 564 | 37,13% |
| 4086117 | Autres allocations et prestations - CAP | 13 018 232 | 7 267 969 | 79,12% |
| 40873211 | Frais de mandataires judiciaires Volet Adultes à payer - Exercice en cours | 2 500 | 7 272 350 | -99,97% |
| 40873212 | Frais de mandataires judiciaires Volet Adulte à payer - Exercice antérieur | 20 844 | 40 792 | -48,90% |
| 40873221 | Frais de mandataires judiciaires Volet Enfants à payer - Exercice en cours | 22 778 | 169 659 | -86,57% |
| 4087863 | PAJE - Assistante maternelle - Cotisations - CAP | 425 080 561 | 435 367 899 | -2,36% |
| 4087864 | PAJE - Employé à domicile - Cotisations - Autres versements à des tiers | 22 450 569 | 22 616 641 | -0,73% |
| | Au titre de la participation de la branche famille | | | |
| 4087811 | FNAL - ALT1 - Exercice en cours - Autres versements à des tiers à payer | 7 711 882 | 5 204 388 | 48,18% |
| 4087821 | FNAL - ALT2 - Exercice en cours - Autres versements à des tiers à payer | 2 379 838 | 1 966 970 | 20,99% |
| | Au titre de la prestation spécifique de restauration scolaire dans les établissements des départements d'outre-mer | | | |
| 408784 | PARS des DOM - Autres versements à des tiers à payer | 28 311 156 | 33 796 879 | -16,23% |
| | TOTAL | 754 323 928 | 778 574 653 | -3,11% |

En 2016 le montant total des charges à payer de prestations légales s'élève à 754,3 M€ soit une diminution de 3,1 % rapport à 2015.

Les charges à payer de Paje – Cmg

Au titre du « Complément de mode de garde – cotisations de la Paje », la charge à payer est égale à deux mois de prestations. L'évaluation est conduite au niveau de la Cnaf en lien avec l'Acoss et par référence au stock de demandes en instance de traitement au 31 décembre auprès du centre national Pajemploi. A ce titre la Cnaf effectue une correction nationale dans les comptes combinés de la branche permettant d'aligner le montant des charges à payer de la branche Famille avec le montant des produits à recevoir estimé et communiqué par l'Acoss.

Au titre de 2016, cette composante de la charge à payer est en diminution de 2,4% pour sa partie assistantes maternelles, et de 0,7 % pour sa partie garde à domicile. Le montant de la charge à payer s'établit à 447 M€, soit 59,3 % du montant total des charges à payer prestations légales, soit une augmentation de la part relative par rapport à 2015 (58,8 %).

Pour « le complément mode de garde – rémunérations » de la Paje, la charge à payer est égale à un mois de droits à prestations net d'indu (décembre), payé en janvier N+1, valorisé selon la même source.

En 2016, la charge à payer diminue de 1,4% pour être portée à 186,3 M€ pour sa partie assistantes maternelles, et augmente de 6,9% pour atteindre 10,5 M€ pour sa partie employés à domicile.

La charge à payer de la Prestation d'accueil restauration scolaire (Pars) des Dom

La Prestation accueil restauration Scolaire (Pars) est un dispositif contractuel d'aide au fonctionnement des restaurants scolaires établi avec les municipalités et les établissements scolaires publics et privés, dans les départements d'outre-mer. Son montant est fixé chaque année par arrêté interministériel et sa gestion est assurée par les Caisses d'allocations familiales des Dom depuis le 1er janvier 1993. En fin d'exercice, il est constaté une charge à payer, qui s'établit à 28,3 M€ en 2016 soit une baisse de 16,2 % par rapport à 2015.

La charge à payer pour frais de mandataires judiciaires

Compte tenu du transfert du volet adulte des frais de tutelles au budget de l'Etat, la charge à payer au titre des frais de mandataires judiciaires diminue de 7,4 M€ pour s'établir à 0,05 M€ en 2016.

Les charges à payer des autres allocations et prestations

L'évaluation des charges à payer de prestations repose sur le recensement des pièces justifiant une ouverture de droits, reçues jusqu'au 31 décembre mais non encore liquidées à cette date. Le recensement a été réalisé à partir d'une requête datant du 6 janvier 2017 et la charge correspondante a été comptabilisée directement dans les Caf. Une seconde requête a été lancée le 31 janvier, et a donné lieu à un complément de provision de 12,3 M€. Compte tenu du montant, le complément a fait l'objet d'une comptabilisation au niveau national sur ce poste, qui ressort à 13 M€ en 2016 contre 7,3 M€ en 2015.

Les charges à payer des autres prestations (allocation en faveur de la famille, allocations et aides relatives à la garde de jeunes enfants, allocation en faveur de l'éducation, Alf, Aeeh et Fnal)

Abstraction faite des charges à payer de Cmg-Paje, d'Aeeh, de Pars, des frais de mandataires judiciaires, et des autres allocations et prestations, leur montant total se caractérise par une diminution entre 2015 et 2016 pour s'établir à 68,7 M€ en 2016, contre 73,5 M€ en 2015. Cette baisse de 4,8 M€ est principalement liée à la reprise de charges à payer au titre de l'Alf (- 16,1 M€) suite au transfert en 2015 au budget de l'Etat de la totalité des dépenses d'Alf, partiellement compensée par la hausse des charges à payer au titre des allocations et aides pour la garde de jeunes enfants (+ 5,5 M€) et de l'Aeeh (+1,5 M€).

2.2 Les transferts aux autres organismes de sécurité sociale

Ce deuxième groupe de prestations du Fnpf correspond à des prestations qui ne sont pas versées directement par les Caf à leurs bénéficiaires, mais qui font l'objet de transferts de financements vers le tiers qui verse la prestation.

| Transferts | 2016 | 2015 | Evolution 2015 à 2016 |
|---|-----------------------|-----------------------|--------------------------|
| 6571 - Transferts entre organismes de sécurité sociale et assimilés | 10 114 451 849 | 10 094 206 216 | 0,20% |
| Compensations Régime Général | 32 241 184 | 39 726 420 | -18,84% |
| dont | | | |
| Cssm | 31 722 953 | 39 173 570 | -19,02% |
| Saint-Pierre et Miquelon | 518 231 | 552 850 | -6,26% |
| AVPF - Prises en charge cotis. non assises sur un revenu spécifique | 5 068 046 796 | 5 076 605 040 | -0,17% |
| Majorations pour enfants Contrib. aux org. Régime vieillesse | 4 746 105 955 | 4 703 991 308 | 0,90% |
| Congé de patern. et d'accueil de l'enfant - Prise en charge de prest. par la CNAF | 267 474 057 | 273 331 769 | -2,14% |
| Autres transferts | 583 857 | 551 679 | 5,83% |

L'ensemble de ces transferts représente 10 114 M€ en 2016, suite à une légère augmentation (+0,2 %).

2.2.1 L'Assurance vieillesse parents aux foyers (Avpf)

La prestation, créée par une loi du 03/01/1972, a été modifiée par de nombreux textes législatifs et réglementaires, qui ont fixé les règles d'ouverture de droits et de liquidation de l'Avpf. Cette allocation est codifiée aux articles L.381-1 et D.381-1 à D.381-3 du code de la Sécurité sociale. Elle se traduit par le financement par la branche Famille des années de cotisations à l'assurance vieillesse des bénéficiaires de certaines prestations qui interrompent leur activité professionnelle pour se consacrer à l'éducation d'un enfant en bas âge, de trois enfants et plus, ou d'un handicapé (enfant ou adulte) dont le taux d'incapacité est d'au moins 80%.

Sur le plan comptable et financier il s'agit d'un transfert de la Cnaf à la Cnavts, échelonné dans le temps (le montant des cotisations générées par une « année d'ouverture des droits » annuelle d'Avpf n'est définitivement connu que plusieurs années après celle du fait générateur, l'ouverture du droit de l'allocataire à la prise en charge des cotisations de retraite par la branche Famille).

Une convention signée le 16 décembre 2008 entre la Cnavts et la Cnaf détermine les règles de gestion financières et comptables de la prestation par les deux caisses nationales. Ces règles conduisent à distinguer charge courante et charge à payer.

La charge totale d'Avpf, comprenant les charges courantes, les charges à payer et les régularisations des charges à payer des trois exercices précédents, est en baisse de 0,2 %, totalisant 5 068 M€ en 2016.

| Période cotisation | Charges courantes | Charges additives ou soustractives | Charges à payer | Total des charges |
|--------------------|-------------------|------------------------------------|-----------------|-------------------|
| 2016 | 4 739 987 500 | | 336 309 865 | 5 076 297 365 |
| 2015 | | 343 478 061 | -364 647 116 | -21 169 055 |
| 2014 | | 11 317 969 | | 11 317 969 |
| 2013 | | 1 600 517 | | 1 600 517 |
| Total | 4 739 987 500 | 356 396 547 | -28 337 251 | 5 068 046 796 |

La charge courante 2016 s'élève à 4 740 M€, et correspond aux cotisations afférentes aux avantages familiaux non soumis à conditions d'activité professionnelle et dont les montants sont connus au 31 décembre (complément familial, allocation de base de la Paje, Ape, Aah et Aeeh, Clcla et Prepare à 100%). Par rapport à l'année 2015, la charge courante progresse de +0,9 %. La raison principale de cette évolution tient à l'intégration des droits ouverts à la Prepare à 100%. Il en découle le fait que la dépense d'Avpf constatée à ce titre est désormais incluse dans la charge courante, contrairement à l'année passée (charge à payer). Ainsi, il n'y a plus lieu de la comptabiliser en charge à payer pour l'exercice 2016.

La charge à payer 2016 (336,3 M€), est composée de trois éléments :

- une estimation actualisée des cotisations qui resteraient à notifier à la clôture de l'exercice au titre des avantages non soumis à des conditions de revenus professionnels sur l'année N d'affiliation (1% de la charge courante),
- une estimation des cotisations au titre des autres avantages ouvrant droit à l'Avpf qui sont gérés par les Caf mais dont le calcul ne peut intervenir que postérieurement à l'arrêté des comptes,
- une estimation des cotisations pour les autres régimes, produite par la Ccmsa pour le régime agricole et définie de façon forfaitaire pour les autres régimes.

| En € | 2016 | 2015 | Evolution 2015 à 2016 |
|--|--------------------|--------------------|--------------------------|
| Cotisations restant à notifier | 47 399 875 | 46 989 588 | 0,87% |
| Cotisations sur autres avantages | 165 361 242 | 136 946 088 | 20,75% |
| Autres régimes | 123 548 748 | 115 538 612 | 6,93% |
| Cotisations au titre de la PREPARE à 100 % | 0 | 65 172 828 | -100,00% |
| Total | 336 309 865 | 364 647 116 | -7,77% |

En trésorerie, la Cnaf verse des acomptes mensuels dont le montant global correspond à la prévision de charge d'Avpf pour l'année N, réalisée selon la méthode approuvée par les deux caisses nationales. A la fin de chaque exercice, avant le 18 février N+1, la Cnaf compare les prévisions réalisées pour les exercices N-1 et N-2 et les montants des cotisations validées par la branche Retraite. La différence entre le montant des cotisations reconnues et le montant estimé fait l'objet d'une régularisation comptable provisoire au titre des années N-1 et N-2, et définitive au titre de l'année N-3.

2.2.2 Majorations pour enfants

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la branche Famille rembourse directement aux Caisses nationales concernées (Cnav, Ccmsa et Cnrsi) le montant des cotisations correspondant aux majorations pour enfants du régime général et des régimes alignés sur ce dernier, conformément à l'article L 223-1 du code de la sécurité sociale.

Le montant 2016 de la charge relative aux majorations pour enfants s'élève à 4 746 M€, ce qui correspond à une augmentation de 0,9 % par rapport à 2015.

2.2.3 Le congé de paternité

Les congés de paternité versés par l'ensemble des régimes d'assurance maladie, y compris par celui de l'Etat, est pris en charge par la branche Famille.

Cette contribution s'établit en 2016 à 267 M€, soit une diminution de 2,1 % par rapport à 2015, en continuité avec l'évolution constatée les trois années précédentes (-0,9 % en 2015, -0,5 % en 2014, et -1,2% en 2013). Une provision pour rappels de 24 M€, communiquée par la Cnamts, a été constituée.

La contribution de la branche Famille au congé de paternité des fonctionnaires de l'Etat est de 14 M€. Une provision de 13 M€ a été constituée en l'absence de production du décompte des effectifs et des nombres de jours pour l'année 2016. En effet aux termes de l'article D 223-1 l'Etat doit produire un décompte du nombre d'agents concernés et de jours de congé de paternité. La production tardive de ce décompte empêche de régler les sommes dues et implique la constatation d'une provision.

2.3 Les autres charges techniques

Le Fnfp couvre une troisième catégorie de charges, qui correspond à des transferts financiers vers des organismes tiers sans versement par ceux-ci de prestations directes aux allocataires. Leur montant total s'élève à 82 M€, en hausse de 39,5 % par rapport à 2015, en raison du transfert en 2015 au budget de l'Etat de la totalité des dépenses d'Apl. Les régularisations d'Apl au titre de l'exercice 2014 ont minoré les autres charges technique 2015 pour atteindre un solde 2015 de -21,5 M€.

| Autres charges techniques | 2016 | 2015 | Evolution 2016 à 2015 |
|---|-------------------|-------------------|--------------------------|
| 6572 - Autres charges techniques | 81 807 591 | 58 648 850 | 39,49% |
| Participations au titre de la prestation APL | 0 | -21 492 627 | -100,00% |
| Participations au titre de la prestation ALT - Autres charges techniques | 53 342 369 | 51 696 511 | 3,18% |
| Participations au titre des pertes sur créances ALT - Autres charges techniques | 593 | 0 | |
| UNAF - Participations | 28 464 629 | 28 442 418 | 0,08% |
| Dotation à l'AGEPRET | 0 | 2 547 | -100,00% |

2.3.1 La contribution à l'Unaf

La branche Famille et le Régime agricole financent le fonds spécial destiné à l'Union nationale des associations familiales (Unaf). La part relative de chacun de ses contributeurs est fixée en fonction du montant de prestations familiales versées. Conformément à l'arrêté du 28 juillet 2016, la part financée par la Cnaf s'élève à 27,6 M€, à laquelle s'ajoute la part financée par la Ccmsa (0,8 M€), soit un total de 28,4 M€, en augmentation de 0,1 % par rapport à 2015.

2.3.2 La participation au titre de l'allocation de logement temporaire (Alt)

L'allocation de logement temporaire (Alt) est financée à parts égales entre la branche Famille et l'Etat. La prise en charge par la branche Famille s'élève ainsi à 53,3 M€ en 2016, en hausse de 3,2% par rapport à 2015.

2.4 Les diverses charges techniques

Les diverses charges techniques comprennent :

- des subventions versées aux diverses associations nationales (4,2 M€),
- des pertes sur créances irrécouvrables relatives aux cotisations ou prestations notifiées par l'Acosse au titre du régime général et par le régime agricole pour ses ayants-droit (403 M€), et aux créances d'indus de prestations (114 M€),
- diverses autres charges techniques concernant principalement les notifications de charge reçues de l'Acosse sur le recouvrement direct (21,9 M€).

| Diverses charges techniques | 2016 | 2015 | Evolution 2016/2015 |
|------------------------------------|--------------------|--------------------|------------------------|
| Subventions | 4 170 954 | 3 792 954 | 9,97% |
| Pertes sur créances irrécouvrables | 518 046 028 | 534 141 275 | -3,01% |
| Diverses autres charges techniques | 31 192 300 | 47 646 598 | -34,53% |
| TOTAL | 553 409 282 | 585 580 827 | -5,49% |

3 - Les charges de gestion technique : prestations d'action sociale

En complément des prestations légales, les Caf contribuent au financement de mesures d'action sociale en faveur de l'ensemble des familles allocataires, en veillant particulièrement à celles qui rencontrent des difficultés financières ou sociales. Trois modes d'intervention sont possibles :

- le financement de partenaires assurant des services et équipements aux familles,
- les aides financières aux familles, dites aides extra-légales,
- le financement des services gérés directement par les Caf.

Les montants indiqués dans cette note comprennent les charges à payer traitées spécifiquement en point 3.2.

3.1 Les prestations versées

Les prestations d'action sociale (ou prestations extra-légales) regroupent :

- les prestations individuelles, versées directement aux allocataires, qui comprennent notamment des aides aux vacances (bons-vacances) à l'équipement des logements et diverses autres actions (préparation au Bafa, etc.),
- les prestations collectives qui comprennent principalement les « prestations de service », versements aux collectivités locales et structures partenaires assurant le fonctionnement d'équipements d'accueil (crèches, centres de loisir, etc.) qui ont le caractère d'une participation au fonctionnement de ces équipements (sur la base de coûts horaires ou journaliers),
- les subventions d'investissement et de fonctionnement.

Elles sont versées soit sur la base de fonds locaux, qui permettent aux conseils d'administration des Caf de financer les œuvres ainsi que les interventions en direction des familles ou des partenaires, soit sur la base de fonds nationaux qui financent des dispositifs paramétrés et encadrés au niveau national, d'aide au fonctionnement et à l'investissement des partenaires.

| Prestations d'action sociale | 2016 | Structure 2016 | 2015 | Evolution 2015 à 2016 |
|--|----------------------|----------------|----------------------|-----------------------|
| I - Actions individuelles - Prestations extralégales d'action sociale | 355 062 132 | 6,93% | 383 107 331 | -7,32% |
| II - Actions collectives | 4 764 832 740 | 93,07% | 4 569 224 248 | 4,28% |
| Subventions d'investissement - Fonds locaux | 78 339 376 | 33,66% | 92 218 112 | -15,05% |
| Subventions d'investissement - Fonds nationaux | 154 375 175 | 66,34% | 144 835 144 | 6,59% |
| Subventions de fonctionnement - Fonds locaux | 175 007 094 | 3,86% | 197 471 661 | -11,38% |
| Subventions de fonctionnement - Fonds nationaux | 4 357 111 094 | 96,14% | 4 134 699 331 | 5,38% |
| TOTAL | 5 119 894 872 | 100,00% | 4 952 331 579 | 3,38% |

Les prestations d'action sociale de la branche Famille s'établissent à 5 120 M€, soit une augmentation globale de 3,4 % par rapport à 2015.

En prenant en compte les variations de provisions (- 11 M€) correspondant à des engagements pluriannuels de prestations d'action sociale, la totalité des dépenses et engagements de l'action sociale s'élève à 5 109 M€ au titre de 2016.

| PRESTATIONS D'ACTION SOCIALE | DEPENSES TOTALES 2016 | Dotations nettes des reprises 2016 | Total y compris variation de provisions |
|---|-----------------------|------------------------------------|---|
| I - ACTIONS INDIVIDUELLES | 355 062 132 | | 355 062 132 |
| II - ACTIONS COLLECTIVES | 4 764 832 740 | -11 238 437 | 4 753 594 303 |
| Subventions d'investissement (Fonds locaux) | 78 339 376 | -15 352 091 | 62 987 285 |
| Subventions d'investissement (Fonds Nationaux) | 154 375 175 | 3 539 007 | 157 914 181 |
| Subventions de fonctionnement - (Fonds locaux) | 175 007 094 | 440 157 | 175 447 251 |
| Subventions de fonctionnement - (fonds nationaux) | 4 357 111 094 | 134 491 | 4 357 245 585 |
| TOTAL | 5 119 894 872 | -11 238 437 | 5 108 656 435 |

Le tableau ci-après précise le détail des charges de l'exercice 2016 :

| Prestations d'action sociale | 2016 | Structure 2016 | 2015 | Evolution 2015 à 2016 |
|---|----------------------|----------------|----------------------|-----------------------|
| I - Actions individuelles - Prestations extralégales d'action sociale | 355 062 132 | 6,93% | 383 107 331 | -7,32% |
| Aides financières aide à domicile - Actions individualisées | 72 958 862 | 20,55% | 72 576 494 | 0,53% |
| Fonds CAF - Aides financières aide à domicile | 11 003 509 | 15,08% | 12 421 233 | -11,41% |
| Dans la limite de la dotation fonds CNAF - Aides financières Aide à domicile | 61 955 353 | 84,92% | 60 147 595 | 3,01% |
| Fonds ENIM - Aides financières aide à domicile | 0 | 0,00% | 7 667 | -100,00% |
| Bourses d'animateurs - Form.BAFA - Act.individuelles - Prest.extralég.Act.soc. | 4 403 779 | 1,24% | 4 455 846 | -1,17% |
| Sur fonds CAF - Formation BAFA - Actions individuelles | 2 414 564 | 54,83% | 2 370 672 | 1,85% |
| Sur fonds CNAF - Formation BAFA - Actions individuelles | 1 989 215 | 45,17% | 2 085 174 | -4,60% |
| Autres aides individuelles - Prest. Extralégales Action sociale | 277 699 491 | 78,21% | 306 074 991 | -9,27% |
| II - Actions collectives | 4 764 832 740 | 93,07% | 4 569 224 248 | 4,28% |
| Subventions d'investissement | 232 714 551 | 4,88% | 237 053 256 | -1,83% |
| Subventions d'investissement - Fonds locaux | 78 339 376 | 33,66% | 92 218 112 | -15,05% |
| Engagements N - Paiement N - Subventions d'investissement - Fonds locaux | 5 903 051 | 7,54% | 8 035 872 | -26,54% |
| Engagements N-1 et antérieurs - Paiement N - Sub. d'invest. - Fonds locaux | 72 436 325 | 92,46% | 84 182 240 | -13,95% |
| Subventions d'investissement - Fonds nationaux | 154 375 175 | 66,34% | 144 835 144 | 6,59% |
| Engagements N - Paiement N - Plans crèches | 16 999 331 | 11,01% | 15 821 141 | 7,45% |
| Engagements N-1 et antérieurs - Paiement N - Plans crèches | 103 703 948 | 67,16% | 103 786 783 | -0,08% |
| Fonds publics et territoires Enfance - Invest - Engagement N - Paiement N | 1 025 875 | 0,66% | 788 174 | 30,16% |
| FP et territoires Enfance - Invest. - Engag N-1 et antér. - Paiement N | 2 764 221 | 1,79% | 2 801 846 | -1,34% |
| Fonds d'accompagnement PSU - Invest. - Engagement N - Paiement N - | 1 140 110 | 0,74% | 1 153 407 | -1,15% |
| Fonds d'accom. PSU - Invest - Engag N-1 et antérieurs - Paiement N | 4 932 127 | 3,19% | 2 460 413 | 100,46% |
| Fonds rénovation (fonds nationaux) - Invest - Engag. N - Paie. N - | 1 535 056 | 0,99% | 877 497 | 74,94% |
| Fonds rénovation (fonds nationaux) - Invest - Engag. N-1 et anté. - Paie. N | 11 630 200 | 7,53% | 5 206 857 | 123,36% |
| FACEJ Jeunesse - Investissement - Engagements N - Paiement N | 973 423 | 0,63% | 1 519 847 | -35,95% |
| FACEJ Jeunesse - Investissement - Engagements N-1 et antérieurs - Paiement N | 4 866 222 | 3,15% | 5 635 190 | -13,65% |
| Fonds expérimentation Adolescents - Investissement - Engagements N - Paiement N | 87 451 | 0,06% | 60 331 | 44,95% |
| Fonds expér Adolescents - Invest - Engagements N-1 et antérieurs - Paiement N | 281 114 | 0,18% | 232 415 | 20,95% |
| Aides à l'installation des assistants maternels sur fonds nationaux | 4 436 096 | 2,87% | 4 491 242 | -1,23% |
| Subventions de fonctionnement | 4 532 118 189 | 95,12% | 4 332 170 992 | 4,62% |
| Subventions de fonctionnement - Fonds locaux | 175 007 094 | 3,86% | 197 471 661 | -11,38% |
| Subvention d'exploitation - Actions collectives d'action sanitaire et sociale | 144 772 147 | 82,72% | 166 848 852 | -13,23% |
| FLAAD - Participations financières aux fonds locaux d'aide | 581 000 | 0,33% | 159 390 | 264,51% |
| FSL - Participations financières aux fonds locaux d'aide | 19 603 856 | 11,20% | 19 748 785 | -0,73% |
| Fonds d'aide aux jeunes en difficultés (FAJ)-Part finan aux fonds locaux d'aide | 740 332 | 0,42% | 726 925 | 1,84% |
| Fonds d'aide aux impayés d'énergie - Part finan aux fonds locaux d'aide | 972 745 | 0,56% | 1 346 935 | -27,78% |
| Divers autres fonds d'aide - Participations financières aux fonds locaux d'aide | 8 337 014 | 4,76% | 8 640 773 | -3,52% |
| Subventions de fonctionnement - fonds nationaux | 4 357 111 094 | 96,14% | 4 134 699 331 | 5,38% |
| Droits N - Prestations de service ordinaires | 3 104 658 009 | 71,25% | 2 920 627 708 | 6,30% |
| Régularisations droits N-1 en N - PS ordinaires | -5 362 106 | -0,12% | -9 881 228 | -45,73% |
| Régularisations droits antérieurs à N-1 en N - PS ordinaires | -982 678 | -0,02% | -3 676 236 | -73,27% |
| Droits N - PS CEJ - Partie Enfance | 630 539 488 | 14,47% | 609 422 579 | 3,47% |
| Régularisations droits N-1 en N - PS CEJ - Partie Enfance | -11 197 217 | -0,26% | -10 237 311 | 9,38% |
| Régularisations droits antérieurs à N-1 en N - PS CEJ - Partie Enfance | -312 336 | -0,01% | -202 181 | 54,48% |
| Fonds d'accompagnement - Fonctionnement Enfance | 54 123 799 | 1,24% | 56 807 706 | -4,72% |
| Droits N - PS CEJ - Partie Jeunesse | 458 372 056 | 10,52% | 456 709 287 | 0,36% |
| Régularisations droits N-1 en N - PS CEJ - Partie Jeunesse | -14 336 936 | -0,33% | -18 023 403 | -20,45% |
| Régularisations droits antérieurs à N-1 en N - PS CEJ - Partie Jeunesse | -511 431 | -0,01% | -393 135 | 30,09% |
| Fonds d'accompagnement - Fonctionnement Jeunesse | 32 995 928 | 0,76% | 36 633 947 | -9,93% |
| Droits N - Aide spécifique ALSH | 108 148 949 | 2,48% | 98 445 927 | 9,86% |
| Régularisations Droits N-1 en N - Aide spécifique ALSH | -1 037 863 | -0,02% | -1 082 758 | -195,85% |
| Régularisations Droits antérieurs à N-1 en N - Aide spécifique ALSH | -62 293 | 0,00% | -451 573 | -86,21% |
| TOTAL | 5 119 894 872 | 100,00% | 4 952 331 579 | 3,38% |

Actions individuelles

Ces prestations individuelles, versées directement aux allocataires, sont en retrait de 7,3 % pour s'établir à 355,1 M€.

Actions collectives - Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement contribuent à la construction ou la réhabilitation de centres d'hébergement dédiés à la petite enfance et à la jeunesse (plans crèches, accompagnement enfance-jeunesse, etc.). Les programmes éligibles aux aides à l'investissement concernent :

- l'équipement (mobilier, matériel d'animation ou technique nécessaires à l'exercice des activités),
- les travaux portant sur la construction de locaux, la réhabilitation et les aménagements de locaux et la mise aux normes d'hygiène et de sécurité.

Les subventions d'investissement sur fonds nationaux liquidées concernent principalement les plans crèches. Elles sont relativement stables entre 2015 et 2016 et s'élèvent à :

- 103,7 M€ en 2016 contre 103,8 M€ en 2015 pour les subventions liquidées sur la base des décisions prises lors des exercices antérieurs,
- 17,0 M€ en 2016 contre 15,8 M€ en 2015 pour les subventions liquidées sur la base des décisions prises durant l'exercice.

Globalement, les décisions de financement de places nouvelles, prises depuis 2013, sont inférieures aux prévisions programmées dans la Convention d'objectifs et de gestion (Cog). Elles génèrent un niveau de charges inférieur aux prévisions. On notera également une hausse croissante des reprises de provisions pour annulation de projets d'investissement (38 M€ de reprise en 2016 contre 25 M€ en 2015 et 13 M€ en 2014).

Les subventions d'investissement sur fonds locaux liquidées sont en baisse de 15,1 % et s'élèvent à 78,3 M€ en 2016. Une partie de ces subventions complète en effet les financements des plans crèches sur fonds nationaux, dont le niveau baisse conformément à la Cog.

Actions collectives - Subventions de fonctionnement

Les subventions de fonctionnement concernent :

- les subventions d'exploitation (financées par des fonds locaux) à hauteur de 175 M€ en 2016, contre 197,4 M€ en 2015,
- les subventions liées aux fonds d'accompagnement (financées sur fonds nationaux) à hauteur de 4 357 M€, soit 85,1 % des prestations d'action sociale et 96,1 % des subventions de fonctionnement.

Les Prestations de services ordinaires (Pso) constituent la contribution financière de la branche Famille au fonctionnement d'un certain nombre de services et équipements sociaux (établissements d'accueil du jeune enfant, accueils de loisirs sans hébergement, centres sociaux, foyers de jeunes travailleurs, etc.) gérés par des collectivités territoriales, des associations ou des entreprises. Cette contribution est définie en fonction d'un prix plafond qui représente le coût de revient de référence du service et d'un taux de prise en charge de ce prix plafond.

L'évolution des prestations de services ordinaires est la résultante de l'effet volume (augmentation du nombre d'heures d'accueil ou des Equivalent temps plein financés) et de l'effet prix (montant moyen de la prestation de service).

Les Pso augmentent de +6,6 % en 2016, passant de 2 907 M€ à 3 098,3 M€ (+191,3 M€). Cette augmentation tient pour 1,2 % à l'effet volume (augmentation des heures facturées aux familles) et pour 5,3 % à l'effet prix (augmentation tarifaire du montant de la Pso par heure).

En matière de petite enfance, l'effet volume est le plus faible enregistré depuis 9 ans, en raison d'un faible niveau d'investissement, auquel s'ajoute des annulations de projets d'investissement et le maintien d'un niveau élevé de fermetures de places.

Le **Contrat enfance et jeunesse** est un contrat d'objectifs et de financement passé entre une Caf et une collectivité locale ou un organisme non lucratif, afin de développer l'offre d'accueil des enfants. La Caf finance 55% des dépenses restant à la charge de la collectivité, dans la limite des prix plafonds.

Les prestations relatives au Cej s'élèvent à 1 115,6 M€¹, et sont constituées :

- de la partie Enfance pour un montant en hausse de 2,6 % et qui s'établit à 673,1 M€, la croissance modérée de ce dispositif tenant à un faible effet volume, au gel des actions nouvelles en Cej périscolaire et à la non réalisation d'actions prévues en Cej extrascolaire, les communes redéployant leur offre vers le périscolaire (pris en charge par la Pso et l'aide spécifique, plus que par le Cej),
- de la partie Jeunesse pour un montant relativement stable (+0,4 %) de 476,6 M€.

Les **accueils de loisirs sans hébergement (Alsh)**, sont des structures de loisirs éducatifs pour les enfants scolarisés et les jeunes, fonctionnant généralement pendant :

- l'année scolaire, avant ou après les heures de classe, durant la pause-déjeuner, les mercredis et les samedis,
- les congés des petites et grandes vacances scolaires.

Les charges liées à l'Alsh progressent de 12,2 M€, passant de 96,9 M€ en 2015 à 109,1 M€ en 2016. Les droits relatifs à l'exercice N d'Alsh augmentent de 9,9% entre 2015 et 2016 (+7,8% en effet volume, +1,9% en effet prix).

3.2 Les charges à payer d'action sociale

| N° de compte | Charges à payer d'action sociale | 2016 | 2015 | Evolution 2015 à 2016 |
|--------------|--|----------------------|----------------------|-----------------------|
| 4081411 | Sur fds CNAF - Aides fin. aide à domicile - Factures non encore parvenues | 63 102 509 | 60 877 140 | 3,66% |
| 4081412 | Sur fds CAF - Aides fin. aide à domicile - Factures non encore parvenues | 12 495 153 | 13 953 310 | -10,45% |
| 408143111 | Charges à payer sur exercice en cours - Prestations de service ordinaires | 3 060 922 597 | 2 876 936 030 | 6,40% |
| 408143112 | Charges à payer sur exercice antérieur - Prestations de service ordinaires | 5 844 325 | 11 457 055 | -48,99% |
| 4081431321 | CAP sur exercice en cours - PS CEJ, partie enfance | 679 045 040 | 656 733 472 | 3,40% |
| 4081431322 | CAP sur exercice antérieur - PS CEJ, partie enfance | 3 634 995 | 4 617 840 | -21,28% |
| 4081431421 | CAP sur exercice en cours - PS CEJ, partie jeunesse | 476 979 657 | 466 791 562 | 2,18% |
| 4081431422 | CAP sur exercice antérieur - PS CEJ, partie jeunesse | 4 116 918 | 6 393 033 | -35,60% |
| 408143151 | CAP sur exercice en cours - Aide spécifique ALSH | 102 963 644 | 93 360 497 | 10,29% |
| 408143152 | CAP sur exercice antérieur - Aide spécifique ALSH | 858 297 | 1 327 621 | -35,35% |
| 40814316 | Aide au démarrage MAM - Charges techniques à payer | 108 000 | 0 | |
| 40862 | Prestations extralégales - versements directs aux allocataires à payer | 18 291 677 | 18 647 132 | -1,91% |
| 4087421 | Subventions de fonctionnement à payer - Exercice en cours | 76 428 901 | 37 491 782 | 103,86% |
| 4087422 | Subventions de fonctionnement à payer - Exercice antérieur | 1 562 649 | 26 714 447 | -94,15% |
| 4087431 | Subventions à verser aux différents fonds d'aides - Exercice en cours | 3 032 812 | 1 490 986 | 103,41% |
| Total | | 4 509 387 175 | 4 276 791 909 | 5,44% |

¹ Montant incluant les régularisations des droits portant sur les exercices antérieurs

L'action sociale présente la particularité de valoriser la plus grande part de ses dépenses en charges à payer, les prestations de service ayant un cycle pluriannuel (paiement par acompte en N, charge à payer en inventaire N, puis par régularisation en N+1 sur la base de l'activité réelle constatée pour l'année N).

La part des droits N des **subventions de fonctionnement sur fonds nationaux** issue d'une charge à payer représente :

- 98,6% pour les Pso (3 061 M€ sur 3 105 M€),
- 99,1 % les Cej et fonds d'accompagnement enfance (679 M€ sur 685 M€),
- 97,1% pour les Cej et fonds d'accompagnement jeunesse (477 M€ sur 491 M€),
- 95,4% pour l'Alsh (103 M€ sur 108 M€).

L'évolution de ces charges à payer s'explique donc par les mêmes déterminants que l'évolution des charges correspondantes (cf note 3.1).

Il en est de même pour les **aides financières relatives à l'aide à domicile** dont la charge à payer (75,6 M€) représente 103,6 % des charges de l'exercice 2016 (73 M€).

Les charges à payer, autres que celles relatives aux subventions de fonctionnement sur fonds nationaux et à l'aide à domicile, s'élèvent à 99,4 M€ en 2016 contre 81,1 M€ en 2015.

4 - Les prestations versées pour le compte de tiers

Les prestations versées pour compte de tiers ne constituent pas des charges pour la Branche, et ne sont donc pas comptabilisées dans son compte de résultat. Les opérations sont toutefois retracées dans le bilan. Les charges à payer relatives à ces prestations ne sont pas comptabilisées dans le bilan de la branche mais sont communiquées aux tiers financeurs (Etat et collectivités locales), afin qu'ils les intègrent dans leurs comptes.

Les prestations versées pour le compte de l'Etat comprennent :

- Prime d'activité,
- Rsa activité,
- Rsa jeunes,
- Rsa Mayotte,
- Allocation aux adultes handicapés (Aah),
- Allocation de logement sociale (Als),
- Allocation de logement transitoire (Alt),
- Aide personnalisée au logement (Apl),
- Allocation de logement familiale (Alf),
- Prime de Noël,
- Prime de retour à l'emploi (Pre).

Les prestations versées pour le compte des départements comprennent :

- Rsa socle,
- Rso Dom,
- Revenu minimum d'activité (Rma),
- Revenu minimum d'insertion (Rmi),
- Contrat d'avenir (Cav),
- L'aide au retour à l'emploi (Apre).

4.1 Les prestations versées pour le compte de l'Etat

4.1.1 Les modes de financement

Le principe du financement de ces prestations est le suivant :

- lorsque la dépense est inférieure à 150 M€ (exemple : Alt) un versement unique a lieu au cours de l'année puis des versements complémentaires sont effectués suite à la levée de réserve de précaution en loi de finances rectificative,
- lorsque la dépense est supérieure à 150 M€, un échéancier annuel est établi, précisant les acomptes prévisionnels (Rsa activité, Prime de Noël, Apl, Als, Alf, Aah, prime d'activité) et une régularisation est effectuée l'année suivante sur présentation de la facture,
- les mesures résiduelles (Pre, Rmi, etc.) sont financées sur la base d'une régularisation unique sur présentation de la facture.

L'Etat, par l'intermédiaire du Fonds national de solidarité active (Fnsa), finance le Rsa activité, la prime de Noël et les frais de gestion de la prime d'activité. Il s'agit d'un fonds spécifique dont les recettes proviennent d'une contribution de l'Etat et d'une fraction du

produit de la contribution exceptionnelle de solidarité reversé par le fonds de solidarité. Les sommes dues par le Fnsa correspondent aux dépenses de prestations versées par les Caf et aux frais de gestion associés.

L'Etat, par l'intermédiaire du Fonds national d'allocation logement (Fnal), finance l'Apl, l'Als et l'Alf. Il s'agit d'un fonds spécifique dont les recettes proviennent d'une dotation de l'Etat, et d'une cotisation employeurs pour l'Als. Les sommes dues par le Fnal correspondent aux dépenses de prestations versées par les Caf et aux frais de gestion associés.

L'Aah et la prime d'activité font l'objet d'un financement spécifique de l'Etat.

4.1.2 L'évolution des financements

| Prestations | Montant restant dû par l'Etat au 31/12/2015 (1) | Droits de décembre 2015 yc frais de gestion (2) | Créance au 31/12/2015 (3)=(1)+(2) | Versements reçus en 2016 au titre de 2015 et antérieures (4) | Droits constatés 2016 (5) | Versements reçus en 2016 au titre de 2016 (6) | Créance au 31/12/2016 (7)=(3)-(4)+(5)-(6) | Droits de décembre 2016 yc frais de gestion (8) | Montant restant dû par l'Etat au 31/12/2016 (9)=(7)-(8) |
|----------------------------|--|--|--------------------------------------|---|------------------------------|--|--|--|--|
| PRE RMI API | -42 003 349 | 0 | -42 003 349 | 0 | 18 139 | 0 | -41 985 210 | 0 | -41 985 210 |
| PFR | -8 347 413 | -1 575 | -8 348 988 | 0 | 1 128 | 0 | -8 347 860 | 113 | -8 347 972 |
| ALT1 | -1 765 349 | 0 | -1 765 349 | 0 | 67 124 845 | 70 530 122 | -5 170 625 | 0 | -5 170 625 |
| API | -4 673 079 | 14 799 | -4 658 281 | 0 | 296 539 | 0 | -4 361 742 | 24 318 | -4 386 060 |
| PSA | -2 205 887 | 0 | -2 205 887 | 0 | 310 | 0 | -2 205 577 | 0 | -2 205 577 |
| API RSA | -1 314 389 | 0 | -1 314 389 | 0 | 2 263 | 0 | -1 312 126 | 0 | -1 312 126 |
| ALT2 | -132 036 | 0 | -132 036 | 0 | 34 728 806 | 35 012 478 | -415 708 | 0 | -415 708 |
| PFM | -382 113 | 0 | -382 113 | 0 | -12 883 | 0 | -394 997 | 0 | -394 997 |
| sous total dettes | -60 823 616 | 13 224 | -60 810 392 | 0 | 102 159 148 | 105 542 600 | -64 193 844 | 24 431 | -64 218 274 |
| RSA expérimental | 6 439 | 0 | 6 439 | 0 | 1 507 | 0 | 7 946 | 0 | 7 946 |
| ALF DOM | 484 426 | 0 | 484 426 | 0 | 0 | 0 | 484 426 | 0 | 484 426 |
| RSA jeunes | -2 735 244 | 1 939 020 | -796 224 | -2 735 244 | 8 720 659 | 10 088 421 | 571 258 | 571 258 | 0 |
| RSA Mayotte | 618 498 | 101 809 | 720 307 | 618 498 | 1 290 575 | 0 | 1 392 384 | 91 123 | 1 301 261 |
| RSA activité | 96 225 207 | 186 356 081 | 282 581 288 | 96 225 207 | 82 110 776 | 264 154 255 | 4 312 602 | 3 998 001 | 314 601 |
| Frais de gestion PPA | 0 | 0 | 0 | 0 | 68 656 138 | 62 438 208 | 6 217 930 | 6 216 946 | 985 |
| Prime de noel | 9 189 942 | 0 | 9 189 942 | 9 189 942 | 417 768 726 | 315 727 216 | 102 041 510 | 0 | 102 041 510 |
| APL | 197 754 496 | 0 | 197 754 496 | 197 754 496 | 8 326 279 847 | 8 110 648 073 | 215 631 775 | 0 | 215 631 775 |
| ALF | 0 | 0 | 0 | 0 | 4 262 172 535 | 3 956 011 450 | 306 161 085 | 374 073 182 | -67 912 097 |
| ALS | 190 506 481 | 482 950 719 | 673 457 199 | 190 506 481 | 5 251 544 335 | 5 138 068 788 | 596 426 266 | 471 182 763 | 125 243 502 |
| PPA | 0 | 0 | 0 | 0 | 4 577 075 894 | 3 928 448 503 | 648 627 391 | 414 463 056 | 234 164 335 |
| AAH | 24 054 707 | 763 897 809 | 787 952 516 | 2 058 064 | 9 071 660 454 | 9 002 542 105 | 855 012 802 | 781 713 325 | 73 299 477 |
| sous total créances | 516 104 952 | 1 435 245 438 | 1 951 350 390 | 493 617 444 | 32 067 281 447 | 30 788 127 017 | 2 736 887 375 | 2 052 309 654 | 684 577 720 |
| Total | 455 281 336 | 1 435 258 661 | 1 890 539 997 | 493 617 444 | 32 169 440 595 | 30 893 669 617 | 2 672 693 531 | 2 052 334 085 | 620 359 446 |

Les droits constatés 2016 de 32 169 M€ sont principalement constitués :

- de droits constatés au titre de l'année pour 31 724 M€,
- des frais de gestion pour 425 M€
- et des pertes sur indus pour 14 M€.

On constate une dégradation de la situation du financement de la Branche par l'Etat, le solde de la créance s'établissant au 31/12/2016 à 2 673 M€ contre 1 891 M€ au 31/12/2015. Cette forte évolution s'explique par la prise en charge par l'Etat du financement de l'Alf (+ 306 M€) et par la création de la prime d'activité (+649 M€) qui remplace le Rsa activité (- 278 M€).

La branche famille est en situation créditrice sur les prestations qui font l'objet d'acomptes versés par l'Etat comme l'Aah, la prime d'activité, le Rsa et l'Alf, car ces versements ne compensent pas totalement le montant des dépenses. A l'inverse, la branche Famille se retrouve en situation débitrice pour d'anciens dispositifs (Pre rmi api, Pfr, Api, Psa, etc.), et pour l'Alt, compte tenu d'un versement supérieur aux dépenses effectivement constatées.

Certaines prestations dues au titre du mois de décembre 2016 ne sont versées aux allocataires qu'au mois de janvier 2017, et par conséquent ne sont pas intégrées aux notes de débit présentées à l'Etat en février 2017 et reprenant les décaissements 2016. Ceci

explique l'écart important entre les créances détenues sur l'Etat (2 673 M€) et le montant restant dû par l'Etat (620 M€) au 31/12/2016.

Globalement, le montant restant dû par l'Etat est plus élevé fin 2016 que fin 2015 : 620 M€ au 31/12/2016 contre 455 M€ au 31/12/2015.

4.1.3 L'évolution des montants de prestations en droit constaté

| PRESTATIONS ETAT | 2016 | 2015 | Evolution de 2015 à 2016 |
|---|-----------------------|-----------------------|--------------------------|
| Allocation Adultes Handicapés (AAH) | 9 057 576 984 | 8 817 685 999 | 2,72% |
| Branche famille | 8 865 502 765 | 8 630 199 375 | 2,73% |
| Régimes délégataires | 192 074 219 | 187 486 624 | 2,45% |
| Logement | 17 584 634 784 | 13 284 270 754 | 32,37% |
| Aide Personnalisée au Logement (Apl) | 8 152 776 250 | 8 004 352 940 | 1,85% |
| Branche famille | 8 152 847 546 | 8 004 445 159 | 1,85% |
| Régimes délégataires | -71 296 | -92 220 | -22,69% |
| Allocation de Logement Social (Als) | 5 149 636 402 | 5 178 210 436 | -0,55% |
| Branche famille | 5 149 513 657 | 5 178 149 201 | -0,55% |
| Régimes délégataires | 122 746 | 61 235 | 100,45% |
| Allocations de Logements Temporaire | 100 845 200 | 101 707 379 | -0,85% |
| ALT 1 | 66 460 243 | 69 667 258 | -4,60% |
| ALT 2 | 34 384 957 | 32 040 121 | 7,32% |
| Allocation de Logement familial (Alf) | 4 181 376 932 | | |
| Branche famille | 4 178 093 776 | | |
| Régimes délégataires | 3 283 156 | | |
| Primes exceptionnelles | 417 756 153 | 438 320 723 | -4,69% |
| Branche famille | 417 009 065 | 437 959 199 | -4,78% |
| Régimes délégataires | 747 088 | 361 524 | 106,65% |
| Primes retour à l'emploi (PRE) | 18 027 | 53 353 | -66,21% |
| Allocation Parents isolés (API) | 119 426 | 98 606 | 21,12% |
| API - Prestations | 117 163 | 98 978 | 18,37% |
| Branche famille | 111 233 | 89 313 | 24,54% |
| Régimes délégataires | 5 930 | 9 664 | -38,64% |
| API - RSA expérimental | 2 263 | -372 | -708,57% |
| Revenu de Solidarité Active (RSA) et PPA | 4 663 823 232 | 2 089 967 009 | 123,15% |
| RSA Activité | 76 733 469 | 2 066 114 227 | -96,29% |
| Branche famille | 76 728 108 | 2 066 082 353 | -96,29% |
| Régimes délégataires | 5 360 | 31 874 | -83,18% |
| RSA Mayotte | 1 290 575 | 1 610 502 | -19,87% |
| RSA (Expérimental 2009 & PFM) et RMI PFM | 2 635 | 6 439 | -59,07% |
| Branche famille | 2 635 | 6 439 | -59,07% |
| Régimes délégataires | | | |
| RSA jeunes | 8 720 659 | 22 235 841 | -60,78% |
| PPA | 4 577 075 894 | | |
| Branche famille | 4 576 471 090 | | |
| Régimes délégataires | 604 805 | | |
| TOTAL | 31 723 928 607 | 24 630 396 443 | 28,80% |

Le montant des prestations comptabilisées par la branche Famille sur l'exercice 2016 endroits constatés, c'est-à-dire au titre de l'année, est supérieur de 28,8 % à celui des prestations 2015. Il s'établit à 31 724 M€ en 2016, en augmentation de 7 094 M€ vis-à-vis de 2015. Cette évolution s'explique par :

- les dépenses de logement qui progressent de 4 300 M€ (+32,4 %) sous l'effet de la prise en charge par l'Etat de l'Alf à compter de 2016 pour 4 181 M€,
- la progression de 2 574 M€ du revenu de solidarité active et de la prime d'activité, imputables à la mise en place de la prime d'activité en 2016 (4 577 M€), qui vient se substituer au Rsa activité (2 066 M€ en 2015 et 77 M€ en 2016).

L'Allocation aux adultes handicapés

L'Allocation aux adultes handicapés (Aah) continue de progresser mais à un rythme moins soutenu que l'année précédente (+2,7 % en 2016 contre +4,1 % en 2015) et représente une dépense de 9 058 M€ en 2016, soit 240 M€ de plus qu'en 2015. Cette augmentation est principalement portée par la hausse de 1,7 % du nombre de bénéficiaires. La réforme des retraites a en effet conduit, depuis 2011, à décaler les fins de droit à l'Aah, et à augmenter de 8,2% le nombre de bénéficiaires de plus de 60 ans. La revalorisation du barème explique le reste de la croissance des dépenses, entraînant un effet prix, ainsi qu'une augmentation du nombre de bénéficiaires (effet volume induit) du fait de la hausse des plafonds plus forte que celle des ressources des allocataires.

L'Aide personnalisée au logement

Les dépenses d'Aide personnalisée au logement (Apl), y compris la prime de déménagement, se caractérisent par une augmentation en 2016 (+ 1,9 %) pour s'élever à 8 153 M€ (+ 148 M€).

En 2016, la revalorisation des barèmes a été faible (+0,1 point de l'évolution des dépenses), alors que les nouvelles mesures réglementaires contribuent pour -0,2 point.

Le nombre moyen de bénéficiaires progresse de 1,2 % entre 2015 et 2016, passant de 2,60 millions à 2,63 millions, et le montant moyen versé aux allocataires augmente de 0,4 %, passant de 245 € à 246 €.

L'Allocation de logement sociale

Les dépenses d'Allocation de logement sociale (Als) diminuent de 0,6 % pour s'établir à 5 150 M€ (-28 M€). Alors que le nombre de bénéficiaires connaît une légère augmentation (+0,6 %), le montant moyen versé diminue de 1%, passant de 191 € à 189 €, sous l'effet des nouvelles mesures législatives.

L'Allocation de logement familiale

A compter de 2016, les dépenses d'Allocation de logement familial (Alf) sont prises en charge par le Fonds national d'allocation logement (Fnal) et représentent 4 181 M€.

Le Rsa activité

En 2016, le Rsa activité ne représente plus que 77 M€ en 2016 contre 2 066 M€ en 2015 (-96,3%), suite à son remplacement par la prime d'activité.

La prime d'activité

Pour sa première année de montée en charge, la prime d'activité représente 4 577 M€ de dépenses.

Mise en place au 1^{er} janvier 2016 en France métropolitaine et dans les départements d'Outre-mer, elle n'est rentrée en vigueur qu'au 1^{er} octobre 2016, avec effet rétroactif à compter de juillet, à Mayotte. Toutes les demandes de prime d'activité effectuées au cours du 1^{er} trimestre 2016 ont pris effet au 1^{er} janvier 2016.

Le 1^{er} juillet 2016, une mesure destinée aux bénéficiaires de l'Allocation aux adultes handicapés (Aah) est entrée en vigueur concernant le calcul de leur droit, avec effet rétroactif au 1^{er} janvier pour toute demande déposée jusqu'au 30 septembre.

4.2 Les prestations versées pour le compte des départements

4.2.1 Le mode de financement

La loi du 1^{er} décembre 2008 qui généralise le Revenu de solidarité active (Rsa) et réforme les politiques d'insertion a notamment confié aux Caf la charge de recevoir la demande de l'allocataire, de procéder à l'instruction administrative des demandes, d'assurer le calcul et la liquidation de l'allocation. La loi prévoit également, en son article 18, que chaque département passe une convention avec les organismes payeurs. En outre, l'article 19 dispose que ces conventions assurent la neutralité des flux financiers de chacune des parties, dans des conditions définies par décret.

Afin de couvrir les paiements du mois au titre du Rsa, les Caf adressent un appel de fonds par courrier au plus tard le 10 du mois au département. L'appel de fonds correspond aux dépenses comptabilisées par la Caf au titre du dernier mois civil connu. Le département s'engage à verser un acompte au plus tard le cinquième jour calendaire du mois.

Une régularisation annuelle des opérations est réalisée. La Caf notifie au département un état faisant apparaître les montants définitifs :

- des dépenses liées au Rsa comptabilisées au titre de l'exercice précédent (a),
- des acomptes reçus au titre des échéances correspondantes (b),
- du solde de régularisation (a)-(b).

La Caf intègre cette régularisation annuelle sur l'acompte mensuel le plus proche.

La gestion du Rsa pour le compte des départements est réalisée par les Caf à titre gracieux, conformément à la loi. Certaines Caf peuvent néanmoins facturer aux départements des frais de gestion correspondants aux services supplémentaires rendus (politique de contrôle particulière, gestion de compléments de revenus de type Cav, etc.), pour un montant de facturation qui reste résiduel.

4.2.2 L'évolution des financements

| CREANCES / DETTES DEPARTEMENT | Etat des comptes régularisations sur exercice antérieurs au 31/12/2016 <i>Mouvements intervenus sur exercice 2016 : Remontées des dépenses et des recettes 2015, Régularisations et Remboursements des CG</i> | DEPENSES CONSTATEES SUR 2016 | REMBOURSEMENTS SUR 2016 | FACTURATION RSA 2016 | CREANCE RSA au 31/12/2016 | AVANCE RSA au 31/12/2016 | SOLDE AU 31/12/2016 |
|--|--|------------------------------------|----------------------------|-------------------------|------------------------------|-----------------------------|------------------------|
| RMA | 80 382,97 | 205 766 | -226 936 | | | | 59 213 |
| CAV | 608 959 | 1 297 445 | -1 945 146 | | | | -38 743 |
| RSO | 15 189 880 | 54 896 525 | -52 168 439 | | | | 17 917 966 |
| RMI | 12 245 857 | 2 029 033 | -526 734 | | | | 13 748 155 |
| RSA | 884 838 733 | 10 558 377 999 | | -10 553 588 036 | 1 013 986 230 | -593 984 132 | 1 309 630 794 |
| RSA CHEQUE DE SORTIE | 0 | 0 | 0 | | | | 0 |
| Prime d'accompagnement social - RSA-RMI | 0 | 134 480 | -282 278 | | | | -147 798 |
| TOTAL | 912 963 811 | 10 616 941 248 | -55 149 533 | -10 553 588 036 | 1 013 986 230 | -593 984 132 | 1 341 169 589 |

| CREANCES / DETTES | Etat du compte régularisation sur exercices antérieurs APRE au 31/12/2016 | DEPENSES CONSTATEES SUR 2016 | Solde au 31/12/2016 des comptes Prise en charge par la CDC | SOLDE au 31/12/2016 |
|-------------------|---|------------------------------------|---|------------------------|
| APRE | 0 | 300 073 | -384 325 | -84 252 |

Le principal constat est celui d'une augmentation de la créance détenue sur les départements : 1 341,2 M€ (hors APRE) au 31/12/2016 contre 1 212,4 M€ au 31/12/2015, soit une augmentation de 10,6 %.

4.2.3 L'évolution des dépenses

| PRESTATIONS DEPARTEMENT : dépenses | 2016 | 2015 | Evolution de 2015 à 2016 |
|--|-----------------------|-----------------------|-----------------------------|
| RMI | 2 029 033 | 3 067 656 | -33,86% |
| RMA | 205 766 | 783 288 | -73,73% |
| RSO | 54 896 525 | 58 581 692 | -6,29% |
| CAV | 1 297 445 | 3 792 688 | -65,79% |
| APRE | 300 073 | 4 674 239 | -93,58% |
| RSA | 10 558 377 999 | 10 337 821 074 | 2,13% |
| Chèque de sortie RSA | | | |
| Primes d'accompagnement social - RSA-RMI | 134 480 | 35 358 | 280,34% |
| Dépenses totales | 10 617 241 321 | 10 408 755 996 | 2,00% |

Globalement, le montant des prestations versées pour le compte des départements a augmenté de 2 %. Le Rsa socle, qui en assure la part principale (99,4 %) a augmenté de 2,1 % pour atteindre 10 558 M€ de dépenses en 2016 (+ 221 M€).

Le montant forfaitaire du Rsa a été revalorisé de 0,1 % au 1er avril 2016 (contre 0,9 % au 1er janvier 2015) et de 2 % au 1er septembre 2016 (comme au 1er septembre 2015), dans le cadre du plan de lutte contre la pauvreté. L'impact de la revalorisation des barèmes contribue à hauteur de 2,7 points à la progression des masses financières entre 2015 et 2016.

4.3 Les charges à payer des prestations pour le compte de tiers

Depuis 2014, les charges à payer des prestations versées pour le compte de tiers (Etat et départements) ne sont plus intégrées dans les comptes de la branche Famille ni des Caf, puisque afférentes à des prestations destinées à être intégrées aux comptes des organismes tiers. Elles sont évaluées selon les mêmes modalités que celles des autres prestations et leur montant est notifié aux tiers pour intégration dans leurs propres comptes. Elles représentent 178 M€ pour l'Etat et 51 M€ pour les départements.

5 - Les produits de gestion technique

Les produits de gestion technique représentent la quasi-totalité des produits de la branche. Ils comprennent majoritairement trois composantes :

- les cotisations sociales,
- la Csg,
- les autres impôts et taxes affectés.

Ils diminuent globalement de 9,0 % par rapport à 2015, avec des évolutions différenciées selon les types de financement (-8,0% pour les cotisations sociales, -10,6% pour la Csg, et -12,1% pour les impôts et taxes), se traduisant par un ajustement de la part de chacun d'entre eux dans les sources de financements de la branche Famille.

| COTISATIONS, IMPOTS ET PRODUITS AFFECTES | 2016 | STRUCTURE 2016 | 2015 | Evolution 2015 à 2016 |
|--|-----------------------|----------------|-----------------------|-----------------------|
| Cotisations sociales 7561 | 30 451 821 097 | 63,28% | 33 106 021 531 | -8,02% |
| Transferts de charges opérés entre l'Etat et les organismes de Sécurité sociale 7562 | 498 296 546 | 1,04% | 470 917 595 | 5,81% |
| Cotisations prises en charge par la sécurité sociale 7563 | 332 144 477 | 0,69% | 318 914 600 | 4,15% |
| Produits versés par une entité publique autre que l'Etat 7564 | | | | |
| Impôts : contribution sociale généralisée 7565 | 9 950 898 233 | 20,68% | 11 124 175 488 | -10,55% |
| Impôts et taxes affectés 7566 | 6 890 304 755 | 14,32% | 7 841 288 924 | -12,13% |
| Autres impôts et taxes affectés 7567 | 3 886 | | 2 066 | 88,07% |
| TOTAL | 48 123 468 994 | 100,00% | 52 861 320 205 | -8,96% |

5.1 Les cotisations sociales

4.1.1 Les cotisations sociales prélevées par la branche Recouvrement

| COTISATIONS SOCIALES | 2016 | STRUCTURE 2016 | 2015 | Evolution 2015 à 2016 |
|---|-----------------------|----------------|-----------------------|-----------------------|
| cotisations des actifs | 30 451 821 097 | 98,92% | 33 106 021 531 | -8,02% |
| cotisations des salariés - cotisations des actifs | 27 266 482 759 | 89,54% | 29 838 945 022 | -8,62% |
| cotisations - cotisations patronales | 27 192 903 265 | 99,73% | 29 770 771 046 | -8,66% |
| Majorations - cotisations patronales | 62 178 382 | 0,23% | 60 352 566 | 3,03% |
| Pénalités - cotisations patronales | 11 401 112 | 0,04% | 7 821 410 | 45,77% |
| cotisations des non-salariés - cotisations des actifs | 3 185 338 337 | 10,46% | 3 267 076 509 | -2,50% |
| Cotisations - régimes de base | 2 546 261 109 | 79,94% | 2 598 873 998 | -2,02% |
| Régularisation - régimes de base | 581 595 534 | 18,26% | 621 731 768 | -6,46% |
| Majorations - régimes de base | 45 860 785 | 1,44% | 34 186 092 | 34,15% |
| Pénalités - régimes de base | 950 419 | 0,03% | 327 103 | 190,56% |
| Contributions des diffuseurs | 10 564 938 | 0,33% | 11 894 757 | -11,18% |
| Majorations - contributions des diffuseurs | 105 553 | 0,00% | 62 791 | 68,10% |
| Cotisations prises en charge par la sécurité sociale | 332 144 477 | 1,08% | 318 914 600 | 4,15% |
| Cotisations AF médecins sect.1 prises en charge CPAM | 332 144 477 | 100,00% | 318 914 600 | 4,15% |
| TOTAL | 30 783 965 574 | 100,00% | 33 424 936 131 | -7,90% |

Les cotisations sociales affectées à la branche Famille (prélevées sur les salaires dé plafonnés et sur les revenus des travailleurs indépendants dé plafonnés) sont touchées en 2016 par la seconde phase du pacte de responsabilité. Ce dernier se traduit par la baisse de 1,8 point du taux de cotisations famille pour les salaires compris entre 1,6 et 3,5 smic.

De ce fait, les cotisations sociales accusent une diminution de 2 654 M€ pour s'établir à 30 452 M€, soit 61,9 % des produits techniques de la Branche (taux identique en 2015).

Si l'on intègre les cotisations sociales prises en charge par la Sécurité sociale (il s'agit des cotisations Famille des médecins pris en charge par la branche Maladie), le total s'élève à 30 784 M€, en diminution de 7,9 % par rapport à 2015 et représentant 62,5 % des produits techniques de la Branche.

5.1.2 Les cotisations sociales prises en charge par l'Etat

L'article L.131-7 du code de la Sécurité sociale dispose que toute mesure de réduction ou d'exonération de cotisations de Sécurité sociale donne lieu à une compensation intégrale aux régimes concernés par le budget de l'Etat pendant toute la durée de son application.

L'ensemble de ces prises en charges se caractérise par une augmentation de 27,4 M€ (+5,8 %) en 2016, pour un montant de 498 M€, soit 1,0 % des produits techniques de la Branche.

Les principaux facteurs expliquant cette évolution concernent les réductions ou les exonérations de cotisations :

En faveur de zones géographiques (- 10 %)

Diminution des exonérations destinées aux entreprises implantées outre-mer suite à la baisse du taux de cotisation famille (-17 M€)

En faveur de divers secteurs économiques (+88,5 %)

Déduction forfaitaire de 2€ par heure pour tous les particuliers employeurs au titre des activités de service à la personne répartie entre toutes les branches (+71 M€)

En faveur de certaines catégories de cotisants (-46,0 %)

Suppression du dispositif de régime micro social (-5,7 M€)

L'évolution s'explique aussi par une diminution des heures supplémentaires de 19 M€ (soit - 25,4 %).

| Transferts de charges opérés entre l'Etat et les organismes de Sécurité sociale | 2016 | STRUCTURE 2016 | 2015 | Evolution 2015 à 2016 |
|---|--------------------|----------------|--------------------|-----------------------|
| Prises en charge de cotis.en faveur de certaines catég.de sal. | 97 943 023 | 19,66% | 97 148 897 | 0,82% |
| Apprentissage - prise en chge cotisations en faveur certaines catég. salariés | 92 896 940 | 94,85% | 91 914 729 | 1,07% |
| Porteurs de presse | 1 836 576 | 1,88% | 2 012 643 | -8,75% |
| PACTE - prise en chge cotisations en faveur certaines catégories salariés | -0 | | 786 | -100,00% |
| CIE - prise en chge cotisations en faveur certaines catégories salariés | -2 504 | 0,00% | 1 112 | -325,18% |
| Contrats de profess. - prise en chge cot. en faveur certaines catég. salariés | 1 143 498 | 1,17% | 1 034 628 | 10,52% |
| Avantages en nature HCRB - prise en chge cot. en faveur cert. catég. salariés | 19 843 | 0,02% | 22 455 | -11,64% |
| Insertion - prise en chge cotisations en faveur certaines catégories salariés | -4 | | -2 297 | -99,83% |
| Accueil en entreprise - insertion | 109 946 | 0,11% | 135 652 | -18,95% |
| Accueil en structure agréée - insertion | 1 937 038 | 1,98% | 1 885 086 | 2,76% |
| CRE - Divers - prise en chge cotisations en faveur certaines catégories salariés | 1 690 | 0,00% | 144 103 | -98,83% |
| Prises en charge de cotis.en faveur de zones géographiques | 184 475 619 | 37,02% | 204 860 118 | -9,95% |
| ZRR - prise en charge de cotisations en faveur zones géographiques | 16 730 443 | 9,07% | 17 314 271 | -3,37% |
| ZRU - prise en charge de cotisations en faveur zones géographiques | -1 993 | 0,00% | -31 897 | -93,75% |
| Zones de restructuration de la défense | 473 461 | 0,26% | 556 688 | -14,95% |
| ZFU - prise en charge de cotisations en faveur zones géographiques | 7 823 614 | 4,24% | 9 916 872 | -21,11% |
| Bassin d'emploi à redynamiser - Prise en charge cotis. en faveur zones géogr. | 2 300 688 | 1,25% | 2 485 068 | -7,42% |
| Loi Perben - Exo DOM | | | | |
| CAE- Exo DOM | 18 158 | 0,01% | 125 642 | -85,55% |
| Exo. Loi du 13-12-2000 - Orientation outre-mer - Exo DOM | 154 675 762 | 83,85% | 171 645 568 | -9,89% |
| Bonus exceptionnel Outre-mer (Loi 2009-594 - Art 3) | | | | |
| CAE hors champ exo DOM - prise en charge cotis. en faveur zones géogr. | 2 455 485 | 1,33% | 2 847 907 | -13,78% |
| Autres (dont RBS avantages en nature) prises en charge cotisations | 3 | | -0 | |
| Prises en charge de cotis.en faveur de div.secteurs écon. | 153 400 442 | 30,78% | 81 387 159 | 88,48% |
| Déduction forfaitaire EPM - Garde d'enfant | 67 741 675 | 44,16% | | |
| Déduction forfaitaire EPM - Service à la personne DOM | 3 551 217 | 2,31% | | |
| Déduction forfaitaire EPM - Garde d'enfant | | | | |
| Jeunes entr.innovantes - prise en chge cotis. fav. div. sect. économiques | 33 919 005 | 22,11% | 32 907 935 | 3,07% |
| Jeunes entreprises secteur enseignement - Prises en charge de cot. par l'Etat | 198 774 | 0,13% | 19 173 | 936,75% |
| Embauche de salariés sous CDI par les groupements d'employeurs | | | | |
| Transformation de CDD en CDI | | | | |
| Extension du dispositif travailleurs occasionnels/Demandeurs d'emploi | 47 989 772 | 31,28% | 48 460 051 | -0,97% |
| Réduction ou abattement de l'assiette cot.&Contrib. (art. L. 131-7 du CSS) | 28 017 | 0,01% | 281 638 | -90,05% |
| Sportifs professionnels - Loi n° 2004-1366 du 15-12-04 - réduc. ab. ass. cotis. | | | -0 | -100,00% |
| Contrat volontariat insertion - Réduction ou abattement des cotisations | 25 070 | 89,48% | 280 948 | -91,08% |
| Volontariat associatif - Réduction ou abattement de l'assiette des cotisations | | | | |
| Service civique - Réduction ou abattement de l'assiette cotisations | 1 154 | 4,12% | -1 380 | -183,60% |
| Aide à domicile employée par ass ou entr. auprès d'une personne non fragile | -87 | -0,31% | -735 | -88,19% |
| Exonération des cot* patronales de SS en application art. L 133-7 CSS | 1 881 | 6,71% | 2 806 | -32,98% |
| Exonérations heures supplémentaires | 55 434 907 | 11,12% | 74 258 695 | -25,35% |
| Prises en charge de cotis.en faveur de certaines catég.cotisants | 7 014 537 | 1,41% | 12 981 089 | -45,96% |
| Sal., créateurs, repreneurs entr.(CSS art. L 161-1-2) - Prise en chge cotis. | -20 473 | -0,29% | -29 009 | -29,43% |
| Régime "Micro social" - Prise en charge de cotisations | -30 426 | -0,43% | 5 686 071 | -100,54% |
| Contribution diffuseur MDA - Prise en charge de cotisations | 839 303 | 11,97% | 816 073 | 2,85% |
| Amement maritime - Autres prises en chge cotis. en faveur certaines catég. | 6 226 133 | 88,76% | 6 507 955 | -4,33% |
| Autres prises en charge de cotisations par l'Etat | | | | |
| TOTAL | 498 296 546 | 100,00% | 470 917 595 | 5,81% |

5.2 La Contribution sociale généralisée (Csg)

Ce poste prend en compte la Csg assise sur les revenus d'activité, de remplacement, du patrimoine, des placements et des jeux. La diminution de la Csg est de 10,6 %, soit une perte de 1 173 M€ pour atteindre 9 951 M€. En 2016, la Csg représente 20,7 % des produits techniques de la branche Famille.

Cette diminution est due à la réaffectation au Fsv de la part de Csg sur les revenus du capital et à la baisse de 0,02 point du taux affecté à la Cnaf sur les revenus d'activité et de remplacement.

| CONTRIBUTION SOCIALE GENERALISEE | 2016 | STRUCTURE 2016 | 2015 | Evolution 2015 à 2016 |
|---|----------------------|----------------|-----------------------|-----------------------|
| Sur les revenus d'activité (art L136-1 à L136-5 du CSS) - CSG | 7 571 121 830 | 76,08% | 7 705 187 738 | -1,74% |
| Sur les revenus de remplacement (art L136-1 à L136-5 du CSS) - CSG | 2 297 557 086 | 23,09% | 2 311 337 924 | -0,60% |
| Sur les revenus du capital | 558 972 | 0,01% | 1 032 207 684 | -99,95% |
| Sur les jeux (art L136-7-1 du CSS) - CSG | 53 997 315 | 0,54% | 53 094 562 | 1,70% |
| Contribution sociale généralisée : majorations et pénalités de retard | 27 663 030 | 0,28% | 22 347 581 | 23,79% |
| TOTAL | 9 950 898 233 | 100,00% | 11 124 175 488 | -10,55% |

5.3 Les impôts et taxes affectés hors Csg

Les principales évolutions concernant l'affectation d'impôts et taxes sont :

- la fusion au 1er janvier 2016, en application de la Lfss pour 2015, de la Taxe spéciale sur les contrats d'assurance (Tsca) et de la Taxe de solidarité additionnelle (Tsa) au sein d'une nouvelle Tsa aux cotisations d'assurance maladie complémentaire (article L.862-4), attribuée à la Cnaf pour 1 271 M€, au détriment de l'ancien dispositif (article 1001-2 bis du Cgi) dont les cotisations s'élèvent à 8 M€ en 2016 (régularisations au titre des années antérieures) contre 1 128 M€ en 2015,
- la suppression, dans le cadre de la rationalisation de la fiscalité des contrats relatifs aux véhicules terrestres à moteur, de la contribution assise sur les contrats d'assurance en matière de circulation de véhicules terrestres (-1 068 M€), remplacée par une Tsca spécifique collectée par la Dgfi, une partie de cette taxe étant affectée à la Cnaf en 2016 (998 M€),
- la hausse de la taxe sur les salaires (+225 M€),
- la baisse de rendement de la contribution patronale dans le cadre de la loi croissance et activité (-323 M€),
- la suppression du préciput assurance vie (prélèvement prévu à l'article 22 de la loi de finances 2011 (- 904 M€).

L'ensemble de ces évolutions se traduit par une baisse de 12,1 % des impôts et taxes affectés (soit une diminution de 951 M€), qui s'établissent à un total de 6 890 M€, soit 14,3 % des sources de financement de la branche Famille, contre 14,8 % en 2015.

| IMPOTS ET TAXES AFFECTES HORS CSG | 2016 | STRUCTURE 2016 | 2015 | Evolution 2015 à 2016 |
|--|----------------------|----------------|----------------------|-----------------------|
| Impôts et taxes affectés | 6 890 304 755 | 100,00% | 7 841 288 924 | -12,13% |
| Impôts et taxes liés à la consommation | 1 038 482 436 | 15,07% | 2 126 095 582 | -51,16% |
| Taxes sur les tabacs | 1 025 244 047 | 98,73% | 1 040 039 110 | -1,42% |
| Cotisations sur primes d'assurance automobile | 13 152 927 | 1,27% | 1 081 125 531 | -98,78% |
| Taxe sur les contributions de prévoyance | 82 410 | 0,01% | 184 146 | -55,25% |
| TVA nette | 3 053 | 0,00% | 4 746 795 | -99,94% |
| Impôts et taxes acquittés par les personnes morales | 5 646 448 840 | 81,95% | 4 321 230 350 | 30,67% |
| Taxe sur les véhicules de société Art. 1010 CGI | 541 979 368 | 9,60% | 603 453 075 | -10,19% |
| Taxes sur les salaires | 2 594 911 504 | 45,96% | 2 369 672 602 | 9,51% |
| Taxes sur les jeux et paris | 232 115 586 | 45,96% | 220 329 027 | 5,35% |
| Taxe de solidarité additionnelle aux cotisations d'assurance maladie complémentaire art L. 862-4 II du CSS | 1 270 657 684 | 45,96% | 0 | |
| Taxe spéciale sur les contrats d'assurance maladie art.1001-2bis du CGI | 8 340 771 | 45,96% | 1 127 775 646 | -99,26% |
| Taxe spéciale sur les contrats d'assurance poids lourds et autres véh. Terr. art 1001 5 quater du CGI | 998 443 926 | 45,96% | 0 | |
| Contributions diverses | 205 373 479 | 2,98% | 1 393 962 992 | -85,27% |
| Contribution patronale art. L 137-13 du CSS | 105 952 155 | 51,59% | 429 358 863 | -75,32% |
| Contribution salariale art. L 137-13 du CSS | 98 821 956 | 48,12% | 59 955 164 | 64,83% |
| Contribution CLS Art. L 137-18 du CSS | 599 368 | 0,29% | 648 965 | -7,64% |
| Prélèvement prévu à l'article 22 de la Loi de finances pour 2011 | 0 | | 904 000 000 | -100,00% |
| Autres impôts et taxes affectés | 3 886 | 100,00% | 2 066 | 88,09% |
| Prélèvement social sur les revenus du capital Art. L. 245-16 du CSS | 3 886 | 100,00% | 2 066 | 88,09% |
| TOTAL | 6 890 308 641 | 100,00% | 7 841 290 990 | -12,13% |

5.4 Les produits techniques (comptes 757)

| TRANSFERTS FINANCIERS | 2016 | STRUCTURE 2016 | 2015 | Evolution 2015 à 2016 |
|---|-------------------|----------------|-------------------|-----------------------|
| Transferts entre organismes de sécurité sociale et assimilés | 280 121 | 1,12% | 917 546 | -69,47% |
| Contributions publiques | 24 725 323 | 98,88% | 15 497 914 | 59,54% |
| Remboursement indus API | 179 376 | 0,73% | 288 903 | -37,91% |
| Remboursement indus AAH | 14 087 249 | 56,97% | 15 195 218 | -7,29% |
| Contribution de la CNSA | 10 625 | 0,04% | 13 793 | -22,97% |
| Diverses contributions publiques | 10 448 073 | 42,26% | | |
| TOTAL | 25 005 444 | 100,00% | 16 415 460 | 52,33% |

Les contributions publiques constituent des contreparties à certaines dépenses, correspondant à des pertes sur créances sur des prestations payées pour l'Etat et anciennement comptabilisées en classe 6 (Aah, Api), mais aussi à une régularisation de charges au titre de l'Apl (10,4 M€) pour les années antérieures.

5.5 Divers produits techniques (comptes 758)

| DIVERS PRODUITS TECHNIQUES | 2016 | STRUCTURE 2016 | 2015 | Evolution 2015 à 2016 |
|---|--------------------|----------------|-------------------|-----------------------|
| Recouvrement au titre de l'ASFR - Art. L 581-2 CSS | 69 858 883 | 68,71% | 67 157 587 | 4,02% |
| Autres (7582 - 7583 - 7584 - 7585 - 7586 - 7587 - 7588) | 31 810 097 | 31,29% | 21 163 463 | 50,31% |
| TOTAL | 101 668 981 | 100,00% | 88 321 049 | 15,11% |

Les divers produits techniques sont constituées des produits locaux, recettes locales, principalement en lien avec la gestion de l'Asfr (paiement de frais de gestion par les débiteurs défaillants pour un montant de 70 M€, en augmentation de 4,0 %, et de pénalités et sanctions, pour un montant de 14,5 M€, en augmentation de 53,6 % suite à l'intensification des sanctions en cas de fraude et à la montée en charge des pénalités administratives.

5.6 Les reprises sur provisions

Les reprises sur provisions (pour rappels et indus de prestations, et sur créances de cotisations) constituent le solde des produits techniques. On constate une augmentation de 76,3 % en 2016, pour un montant total de 971 M€ (cf. note n°7 des états financiers combinés de la branche Famille analysant les facteurs d'évolution).

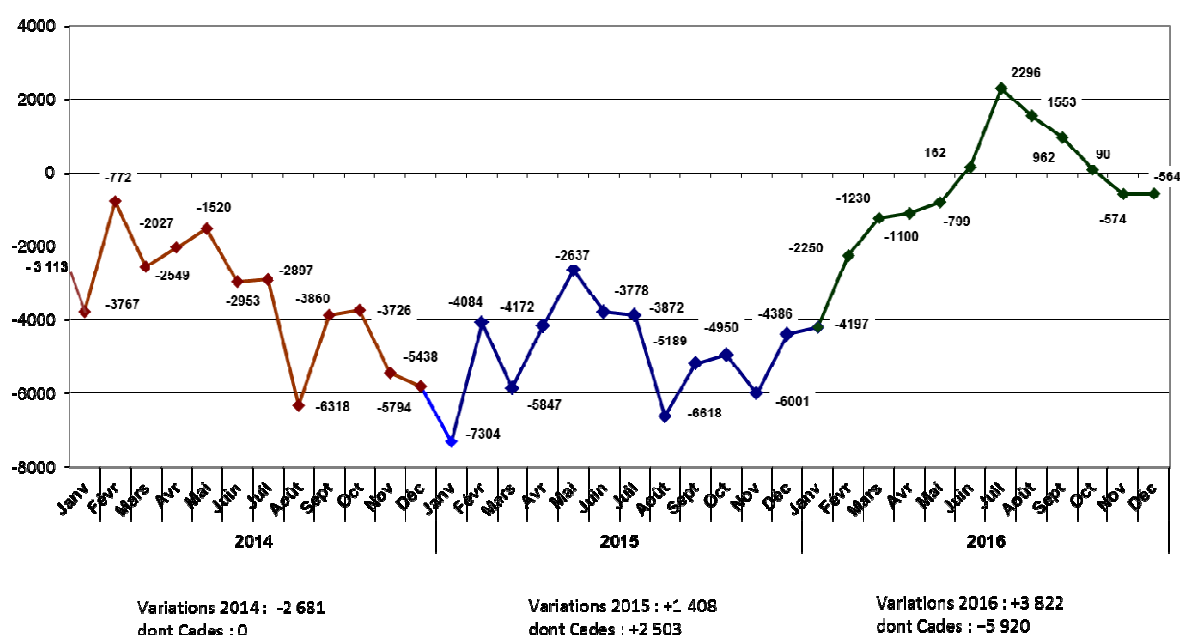
| REPRISES SUR PROVISIONS | 2016 | | 2015 | |
|--|--------------------|-----------------------|--------------------|-----------------------|
| | Montant | Evolution 2015 à 2016 | Montant | Evolution 2014 à 2015 |
| Reprises sur provisions pour charges techniques | 506 535 434 | 39,02% | 364 350 099 | -5,92% |
| Reprises sur dépréciations des actifs circulants | 463 975 893 | 149,14% | 186 228 006 | 31,20% |
| TOTAL | 970 511 327 | 76,27% | 550 578 105 | 4,04% |

6.1 Le poste « trésorerie »

La trésorerie du régime général fait l'objet d'une centralisation sur un compte géré par l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale (Acoss) ouvert auprès de la Caisse des dépôts et consignations (Cdc). L'essentiel des opérations financières transite par ce compte pour l'ensemble des organismes des quatre branches de la Sécurité sociale. La Cnaf dispose dans sa comptabilité d'un compte courant avec l'Acoss, symétrique du compte courant Cnaf dans la comptabilité de l'Acoss. Ce compte courant retrace l'ensemble des opérations de trésorerie de la branche : décaissements des organismes pour assurer le paiement des prestations et des dépenses courantes, affectation des recettes reçues par l'Acoss et affectées à la branche Famille. De même, les différents organismes locaux ont dans leurs comptes un « compte courant » qui permet de retracer les opérations constatées entre organismes de Sécurité sociale, sans effectuer de flux réels de trésorerie. Le compte « Acoss » enregistre la position débitrice ou créditrice de la branche vis-à-vis de l'Acoss, qui dépend des encaissements et des décaissements effectués par la Branche. Il fonctionne en débit ou crédit comme un compte bancaire.

L'évolution du compte courant de la branche Famille est retracée dans le graphique ci-après, exprimé en dates de valeur. Au 31 décembre 2016, le solde de trésorerie s'élève à - 564 M€, contre - 4 386 M€ au 31 décembre 2015, soit une variation de 87,1%. Cette variation s'explique par des encaissements (95 600 M€) plus importants que les décaissements (91 779 M€). Ce montant est très proche du montant comptable de - 561 M€ : l'écart constaté (3 M€) résulte du décalage entre la date de comptabilisation des intérêts 2016 et leur date de valeur (2017). Le solde mensuel moyen de trésorerie est de - 741 M€ en 2016. Il était de - 5 202 M€ en 2015. En 2016, le compte courant Acoss s'est trouvé créditeur pendant 129 jours grâce à la reprise des déficits 2013 et 2014 par la Cades de février à septembre 2016. Malgré le solde de trésorerie globalement négatif, le solde net des produits financiers générés par le compte « Acoss » est de +2,5 M€, car le taux de rémunération appliqué aux soldes comptables de trésorerie des branches est de - 0,458 % pour 2016.

EVOLUTION DES SOLDES DE 2014 A 2016
EN DATES DE VALEUR
(en M€)



| COMPTES FINANCIERS PAR CATEGORIE | SITUATION ACTIF BILAN 31/12/2015 | SITUATION PASSIF BILAN 31/12/2015 | Flux annuels entrants | Flux annuels sortants | SITUATION ACTIF BILAN 31/12/2016 | SITUATION PASSIF BILAN 31/12/2016 |
|--|-------------------------------------|--------------------------------------|--------------------------|--------------------------|-------------------------------------|--------------------------------------|
| Valeurs à l'encaissement (511) | 1 304 433 | 0,00 | 2 192 430 632 | -2 192 332 573 | 1 402 491 | 0,00 |
| Banques (512) | 2 163 511 | 2 391 188 043 | 1 347 055 256 | -622 624 113 | 745 347 | 1 665 338 737 |
| Natixis - Ex marché bancaire national(51212) | 177 100 | 0,00 | 4 207 503 | -4 376 291 | 8 313 | 0,00 |
| Natixis - Ex marché bancaire national - Banque (512121) | | | 8 202 255 | -8 372 279 | | |
| Natixis - Ex marché bancaire national - Virements ou chèques émis (512129) | | | -3 994 751 | 3 995 988 | | |
| Crédit Mutuel (51213) | 0,00 | 2 391 188 043 | 1 199 381 581 | -473 532 275 | 0,00 | 1 665 338 737 |
| Crédit Mutuel - Banque (512131) | | | 44 944 651 583 | -44 945 738 225 | | |
| Crédit Mutuel - Banque - Virements ou chèques émis (512139) | | | -43 745 270 001 | 44 472 205 950 | | |
| Banques Hors marché national (51214) | 1 986 410 | 0,00 | 143 466 171 | -144 715 547 | 737 035 | 0,00 |
| Banques Hors marché national - Banques (512141) | | | 177 262 802 | -178 504 724 | | |
| Banques Hors marché national - Virements ou chèques émis (512149) | | | -33 796 631 | 33 789 177 | | |
| Comptes en devises (5124) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Caisse des dépôts et consignations 513 | 9 988 017 | 1 768 728 706 | 81 564 601 409 | -81 145 539 150 | 17 945 470 | 1 357 623 900 |
| CDC - Compte intermédiaire (5131) | 0,00 | 0,00 | 70 595 133 334 | -70 595 133 334 | 0,00 | 0,00 |
| CDC - Compte courant (5132) | 0,00 | 1 768 728 706 | 247 673 158 | 163 431 648 | 0,00 | 1 357 623 900 |
| CDC - Banque (51321) | | | 33 111 598 227 | -33 112 205 410 | | |
| CDC - Chèques ou virements émis - (51329) | | | -32 863 925 069 | 33 275 637 058 | | |
| CDC Hors marché national (5133) | 9 988 017 | 0,00 | 10 721 794 917 | -10 713 837 464 | 17 945 470 | 0,00 |
| CDC hors marché national - Banques (51331) | | | 11 967 958 215 | -11 960 027 437 | | |
| CDC hors marché national - Virements ou chèques émis (51339) | | | -1 246 163 298 | 1 246 189 973 | | |
| Chèques postaux (514) | 15 295 | 0,00 | 293 795 | -298 862 | 10 228 | 0,00 |
| C.C.P.- chèque postaux (5141) | | | 476 432 | -481 342 | | |
| Virements ou chèques émis - chèque postaux (5149) | | | -182 637 | 182 481 | | |
| Trésor Public (515) | 225 834 | 0,00 | 8 401 213 | -8 507 859 | 119 188 | 0,00 |
| Autres organismes financiers (517) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Intérêts courus (518) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Caisse (53) | 33 381 | 0,00 | 985 453 | -995 187 | 23 647 | 0,00 |
| REGIES ET ACCREDITIFS (54) | 14 565 | 0,00 | 997 776 | -1 000 056 | 12 285 | 0,00 |
| TOTAL | 13 745 035 | 4 159 916 749 | 85 114 765 535 | -83 971 297 800 | 20 258 658 | 3 022 962 637 |

6.2 Les dettes financières

| DETTES FINANCIERES | 2016 | 2015 | Evolution de 2015 à 2016 |
|---|----------------------|----------------------|-----------------------------|
| Dépôts et cautionnements reçus 165 | 67 127 | 41 932 | 60,08% |
| Avances reçues d'un organisme de Sécurité Sociale 175 | 915 793 | 1 012 996 | -9,60% |
| Banques , établissements financiers & assimilés 5 | 3 022 962 637 | 4 159 916 749 | -27,33% |
| TOTAL | 3 023 945 557 | 4 160 971 678 | -27,33% |

Le poste principal (banques, etc.) correspond au montant des virements émis avant le 31/12/2016 pour une compensation au 05/01/2017.

Tableau des flux financiers

| LIBELLE | Montants |
|---|-----------------------|
| Solde de trésorerie au 31/12/2015 (A) | -8 573 071 795 |
| Compte courant ACOSS au 31/12/2015 | -4 426 900 081 |
| Disponibilité au 31/12/2015 | -4 146 171 714 |
| Variation trésorerie liée aux opérations d'exploitation (B) | -828 302 942 |
| Résultat de l'exercice 2016 | -997 163 831 |
| Dotations nettes aux provisions et amortissements | -51 455 511 |
| Quotes-parts de subventions virées au compte de résultat | -843 570 |
| Moins-values / plus-values de cession d'actifs | -12 394 240 |
| Productions Immobilisées | -10 186 184 |
| Variation du besoin en fonds de roulement | 243 740 394 |
| * Fournisseurs, intermédiaires sociaux et prestataires débiteurs nets | -284 166 762 |
| * Créances d'exploitation nettes | -908 012 110 |
| * Actifs divers | -2 951 454 |
| * Cotisants et clients créditeurs | -151 281 564 |
| * Dettes d'exploitation | 1 656 541 551 |
| * Passif divers | -66 389 267 |
| Variation trésorerie liée aux opérations d'investissements (C) | -82 082 732 |
| Immobilisations incorporelles | -5 530 111 |
| * Acquisitions | -5 567 466 |
| * Cessions | 37 355 |
| Immobilisations corporelles | -91 114 742 |
| * Acquisitions | -112 773 153 |
| * Cessions | 21 658 411 |
| Immobilisations financières | 17 589 444 |
| | |
| Variation dettes sur immobilisations | 2 294 631 |
| Variations créances sur immobilisations | -5 321 954 |
| Variations trésorerie liées aux opérations de financement (D) | 5 919 724 739 |
| Variation capitaux propres | 5 919 827 377 |
| Variation dettes financières | -102 638 |
| Variations de trésorerie au 31/12/2016 (E) = (B+C+D) | 5 009 339 065 |
| Solde de trésorerie au 31/12/2016 (A) + (E) | -3 563 732 730 |
| Compte courant ACOSS au 31/12/2016 | -561 028 751 |
| Disponibilité au 31/12/2016 | -3 002 703 980 |
| MONTANT TABLEAU | 0,00 |

Au 31/12/2016, l'encours de la Cnaf auprès de l'Acoss s'élève à – 561 M€ (contre – 4 427 M€ au 31/12/2015).

La trésorerie négative de 3 003 M€ correspond principalement aux fichiers de paiements transmis aux banques avant le 31/12/2016, dont le montant est intégralement couvert par des tirages Acoss.

7 - Les capitaux propres

Les capitaux propres se composent d'apports (8,5 M€), de réserves (635,8 M€), du report à nouveau (1 305,8 M€), du résultat de l'exercice 2016 (-997,2 M€) et des dotations et subventions d'investissement (12,9 M€).

| Capitaux propres | Solde d'ouverture | Affectation des résultats | Résultat de l'exercice | Corrections d'erreurs | Mouvements sur les apports et subventions | CADES Affectation déficit 2013/2014 | Transferts | Solde de clôture |
|---------------------------|-----------------------|---------------------------|------------------------|-----------------------|---|-------------------------------------|----------------|--------------------|
| Apports 102 | 8 567 395 | | | | -63 228 | | | 8 504 167 |
| Réserves 106 | 645 147 191 | -7 214 501 | | 0 | | | -2 150 526 | 635 782 163 |
| Report à nouveau 11 | -3 174 368 675 | -1521088 224 | | 79 239 500 | | 5 919 884 995 | 2 119 897 | 1305 787 493 |
| Résultat de l'exercice 12 | -1528 302 726 | 1528 302 726 | -997 163 831 | | | | | -997 163 831 |
| Subventions 13 | 13 689 934 | | | | -837 961 | | | 12 851 973 |
| TOTAL | -4 035 266 881 | 0 | -997 163 831 | 79 239 500 | -901 188 | 5 919 884 995 | -30 629 | 965 761 966 |

Les capitaux propres passent de - 4 035 M€ fin 2015 à + 966 M€ fin 2016. Cette évolution résulte principalement :

- de la reprise des déficits 2013 et 2014 par la Cades (+5 920 M€),
- du déficit de l'année 2016 (- 997 M€),
- des changements de méthodes comptables et corrections d'erreurs (+ 79 M€).

La branche Famille a bénéficié à partir de 1996 de reprises d'une partie de ses déficits par la Cades, détaillées ci-après :

- année 1996, pour 8 589 M€,
- année 1998, pour 2 996 M€,
- année 2011, pour 7 429 M€,
- années 2012 à 2014, ajustement pour -321 M€,
- année 2015, suite au décret 2015-170 du 13/02/2015, reprise du déficit 2012 pour un montant de 2 503 M€,
- année 2016, suite au décret 2016-110 du 04/02/2016, reprise des déficits des exercices 2013 et 2014 pour un montant de 5 920 M€.

Le montant cumulé à fin 2016 de la couverture des déficits de la branche Famille par la Cades s'élève ainsi à 27 116 M€.

Le détail de la formation du report à nouveau figure dans le tableau ci-après :

| Corrections d'erreurs (cf note 2.5.2 des états financiers combinés de la branche Famille) | 79 239 500 |
|--|-------------------|
| <i>Surévaluation de la provision pour rappel de la Paje - Prime de naissance</i> | <i>36 271 588</i> |
| <i>Contrepassation de la comptabilisation de la part annuelle des subventions d'action sociale décidées et non versées</i> | <i>22 409 808</i> |
| <i>Comptabilisation en 2016 de l'excédent Pars versé par la Casm en 2015</i> | <i>13 677 288</i> |
| <i>Surévaluation de la dotation d'équilibre 2015 attribuée à la Casm</i> | <i>3 053 488</i> |
| <i>Surévaluation de la provision pour indus</i> | <i>2 910 962</i> |
| <i>Surévaluation de la provision pour indus Aah et Api</i> | <i>1 658 533</i> |
| <i>Surévaluation du montant de la reprise de provision Rmi/Rso en 2015</i> | <i>-770 988</i> |
| <i>Autres corrections d'erreurs</i> | <i>28 819</i> |

| Transferts entre capitaux propres | Réserves | RAN |
|---|-------------------|------------------|
| Transferts entre comptes de capitaux propres | -2 118 788 | 2 118 788 |
| <i>Compte 10682</i> | <i>-2 118 788</i> | |
| <i>Compte 11</i> | | <i>2 118 788</i> |
| Autres transferts hors capitaux propres | -31 738 | 1 109 |
| <i>Compte 10682/11 (175 ou 265 en contrepartie)</i> | <i>-31 738</i> | <i>1 109</i> |
| Total | -2 150 526 | 2 119 897 |

| | |
|---|----------------------|
| Opérations provenant de la CADES | 5 919 884 995 |
| Affectation déficit 2013/2014 | 5 919 884 995 |

8.1 Le respect de la cible Cog 2016

La Cog 2013-2017 prévoit la restitution de 1000 Etp en Cdi dont 739 en Gestion Administrative. Les forts besoins en production sur les exercices 2015 (modulation des Allocations Familiales, Gipa, etc.) et 2016 (Prime d'activité) ont conduit à une modification du rythme des restitutions de poste initialement prévue. Ainsi, un renfort de + 422 EtpMa a été attribué pour les exercices 2016 et 2017, et l'objectif de 1000 postes à rendre est désormais à réaliser au 31 décembre 2017 et non plus en moyenne annuelle 2017.

8.2 Une stabilité des emplois Cdi

Les données présentées ci-après pour l'analyse des effectifs par contrat / catégorie / emplois comptabilisent des effectifs personnes physiques au 31 décembre 2016

Le nombre d'emplois en Cdi (sous convention collective Ucanss) est en légère augmentation sur 2016 (+0,4 %). Cette augmentation fait suite à une baisse de 0,3 % entre 2014 et 2015. Au sein de cette catégorie de personnel, le taux d'encadrement suit une tendance haussière pluriannuelle, tant au niveau du nombre d'Agents de direction que des Cadres. L'accès au statut de Cadre pour l'ensemble des managers de proximité (supervision des plateaux de production notamment) est une priorité de la politique de ressources humaines de la Branche. Par ailleurs, la forte diminution des effectifs du Personnel social, éducatif et médical (Psem) est liée à la politique de désengagement des sites d'Action sociale en gestion directe.

| Agents Cdi - Convention Collective | 2015 | 2016 | Evolution (Nb) | Evolution (%) |
|--|---------------|---------------|----------------|---------------|
| Agent direction | 531 | 536 | 5 | 0,94% |
| Cadres (Catégorie Employés et cadres) | 5 650 | 5 704 | 54 | 0,96% |
| Employés (Catégorie Employés et cadres) | 25 601 | 25 730 | 129 | 0,50% |
| Informaticiens | 1 105 | 1 098 | -7 | -0,63% |
| Ingénieurs conseil | 3 | 3 | 0 | 0,00% |
| Psem (personnel social, éducatif, médical) | 645 | 604 | -41 | -6,36% |
| Total | 33 535 | 33 675 | 140 | 0,42% |

Le nombre d'emplois en Cdi sous contrats aidés (contrats de professionnalisation et Emplois d'avenir notamment) qui avait augmenté fortement entre 2014 et 2015 (+ 124 agents), se stabilise et passe de 249 agents en 2015 à 237 agents en 2016.

8.3 La fin de la campagne 2015 de renforts en Cdd et la hausse du nombre d'emplois aidés

Compte tenu de l'augmentation des charges de production en 2015 (hausse du nombre d'allocataires, nouvelles prestations), la branche Famille a recruté un nombre important de contrats à durée déterminée courant 2015. Cet effort de recrutement a surtout porté sur le second semestre 2015 afin de préparer la mise en œuvre de la Prime d'Activité au 1^{er} janvier 2016 (résorption du stock en préalable, formation anticipée de ressources productives), et a été piloté par la Cnaf qui a financé une campagne nationale d'emplois en Cdd. Suite à cela, le nombre de Cdd relatif au surcroît d'activité a diminué progressivement dans le courant de l'année 2016 pour s'établir à 861 agents au 31 décembre 2016 (titularisations en Cdi, fins de contrat).

Parallèlement, le recours aux Emplois d'avenir et aux contrats de professionnalisation, se situe toujours dans une perspective dynamique, constatée depuis le début de la Cog, dans le cadre notamment de la contractualisation avec l'Etat d'un programme d'embauche de 500 Emplois d'avenir.

| Agents Cdd | 2015 | 2016 | Evolution (Nb) | Evolution (%) |
|--|--------------|--------------|----------------|---------------|
| Accroissement d'activité | 1 292 | 861 | -431 | -33,36% |
| Remplacement agent | 769 | 776 | 7 | 0,91% |
| Contrats aidés (Emplois d'avenir, etc) | 949 | 1 053 | 104 | 10,96% |
| Contrats de professionnalisation | 328 | 396 | 68 | 20,73% |
| Autres | 22 | 14 | -8 | -36,36% |
| Total | 3 360 | 3 100 | -260 | -7,74% |

8.4 Une progression des effectifs affectés aux fonctions de production

La politique de recrutement de la branche Famille vise à favoriser les embauches sur les postes de production. Cela se matérialise notamment par l'augmentation sur le long terme de la proportion des métiers relatifs à la gestion des situations clients (+2,49 % en 2016). L'accent est mis également sur les métiers de la maîtrise des risques, du contrôle et de la lutte contre la fraude. En 2016, on constate aussi une augmentation des effectifs en charge de la gestion des litiges et créances.

| Agents CDI Convention Collective | 2015 | 2016 | Evolution (Nb) | Evolution (%) |
|--|---------------|---------------|----------------|---------------|
| Gestion des situations clients | 13 760 | 14 103 | 343 | 2,49% |
| Management et pilotage | 4 557 | 4 545 | -12 | -0,26% |
| Intervention et développement social | 4 220 | 4 158 | -62 | -1,47% |
| Information et communication | 2 928 | 2 754 | -174 | -5,94% |
| Optimisation des processus | 1 500 | 1 495 | -5 | -0,33% |
| Gestion des systèmes d'information | 1 347 | 1 331 | -16 | -1,19% |
| Analyse et conseil juridique | 1 335 | 1 414 | 79 | 5,92% |
| Gestion comptable et financière | 948 | 896 | -52 | -5,49% |
| Contrôle et maîtrise des risques externes | 831 | 874 | 43 | 5,17% |
| Gestion et développement des ressources humaines | 736 | 749 | 13 | 1,77% |
| Gestion des moyens matériels | 681 | 677 | -4 | -0,59% |
| Assistance logistique | 388 | 364 | -24 | -6,19% |
| Observation socio-économique | 199 | 197 | -2 | -1,01% |
| Offre de soins et prise en charge du handicap | 61 | 62 | 1 | 1,64% |
| Promotion de l'offre de service | 44 | 56 | 12 | 27,27% |
| Total | 33 535 | 33 675 | 140 | 0,42% |

LES COMPTES DE L'ETABLISSEMENT PUBLIC

I - Présentation de l'organisme

La Caisse nationale des allocations familiales (Cnaf) est un Etablissement public national (Epn), créé par l'ordonnance du 21 août 1967.

En matière financière et comptable (art L 223-1 et R 252-29 du Code de la Sécurité sociale), elle a pour rôles principaux :

- d'assurer le financement de l'ensemble des régimes de prestations familiales,
- de centraliser l'ensemble des opérations y compris les opérations pour compte de tiers, des caisses d'allocations familiales et d'en assurer soit le transfert vers les organismes du régime général soit le règlement vers tous les organismes désignés,
- de centraliser la comptabilité de l'ensemble des prestations versées et cotisations reçues des régimes spéciaux de Sécurité sociale.

Ses états financiers retracent ces opérations, ainsi que celles résultant de son propre fonctionnement (gestion administrative de l'Epn).

1 - Les dotations des organismes de la branche

Le Code de la Sécurité sociale confie à la Cnaf la gestion de trois fonds nationaux :

- le Fonds national des prestations familiales (Fnpf), qui assure le financement de l'ensemble des régimes de prestations familiales,
- le Fonds national d'action sociale (Fnas), prélevé sur les produits du Fn timer, qui finance les interventions d'action sociale de l'Epn et des organismes de base de la branche,
- le Fonds national de gestion administrative (Fnga), également prélevé sur les produits du Fn timer, qui finance l'investissement et les charges de fonctionnement de l'Epn et des organismes de base de la branche.

A partir de ces fonds nationaux, la Cnaf dote les organismes de base de la branche pour équilibrer leurs comptes. Par ce mécanisme, le résultat annuel dégagé par la Cnaf est structurellement voisin du résultat de celui de la branche Famille.

2 - Les opérations financières avec Etat et les autres organismes de Sécurité sociale

La Cnaf assure la facturation des prestations versées pour le compte de l'Etat par les Caf, et le recouvrement des créances correspondantes (cf fiche n°4 relative aux prestations versées pour compte de tiers). Elle gère aussi le remboursement aux Caisses nationales concernées du congé paternité, de la majoration enfant et de l'Avpf (voir fiche n°2 relative aux charges de gestion technique).

3 - Les charges administratives et d'intervention propres de l'Etablissement public

Les comptes de la Cnaf intègrent ses propres charges de fonctionnement, d'investissement et d'action sociale, exécutées en vertu des budgets adoptés par son Conseil d'administration, ainsi que les dépenses de gestion administrative et d'action sociale de la Msa.

II - La gestion administrative

1 - Les charges de gestion courante

Les charges de gestion courante de la Cnaf représentent 2 238 M€ et sont constituées comme suit :

| Charges de gestion courante | 2016 | 2015 | Evolution 2016/2015 |
|--|----------------------|----------------------|------------------------|
| Achats | 1 546 529 | 2 108 307 | -26,65% |
| Services extérieurs | 33 299 808 | 51 717 656 | -35,61% |
| Autres services extérieurs | 52 648 257 | 40 128 140 | 31,20% |
| Impôts, taxes et versements assimilés | 11 618 427 | 10 172 740 | 14,21% |
| Charges de personnel | 94 837 359 | 94 381 572 | 0,48% |
| Dotations aux amortissements et aux provisions | 30 107 829 | 25 220 585 | 19,38% |
| Autres charges de gestion courante | 2 014 023 079 | 2 037 094 294 | -1,13% |
| TOTAL GENERAL | 2 238 081 288 | 2 260 823 293 | -1,01% |

1.1 Les achats

Les « Achats » de la Cnaf diminuent sensiblement par rapport à 2015. Les dépenses de ce poste sont en baisse de 0,6 M€ (- 26,7%) et se présentent comme suit :

| Nature de la dépense | 2016 | 2015 | Evolution 2016/2015 |
|---|------------------|------------------|------------------------|
| Achats fournitures non stockables (6061) | 1 237 619 | 1 441 839 | -14,16% |
| Fournitures d'entretiens et petits équipements (6063) | 60 302 | 105 319 | -42,74% |
| Fournitures administratives (6064) | 227 131 | 524 312 | -56,68% |
| Autres matières et fournitures (6068) | 21 476 | 36 836 | -41,70% |
| Total | 1 546 529 | 2 108 307 | -26,65% |

1.2 Les services extérieurs

Les charges comptabilisées à ce titre enregistrent une forte diminution de 18,4 M€ (-35,6 %) pour s'établir à 33,3 M€ en 2016 :

| Nature de la dépense | 2 016 | 2 015 | Evolution 2016/2015 |
|--|-------------------|-------------------|------------------------|
| Sous-traitances (6118) | 10 214 | 17 744 | -42,44% |
| Locations Immobilières (6132) | 1 076 791 | 1 096 723 | -1,82% |
| Locations Mobilières (6135) | 736 964 | 2 935 758 | -74,90% |
| Divers autres charges locatives (6148) | 491 981 | 444 916 | 10,58% |
| Entretiens et réparations sur biens Immobiliers (6152) | 409 267 | 274 440 | 49,13% |
| Entretiens et réparations sur biens Mobiliers (6155) | 175 407 | 80 208 | 118,69% |
| Entretiens et réparations Maintenances (6156) | 25 225 613 | 42 701 474 | -40,93% |
| Primes d'assurances (616) | 599 102 | 887 488 | -32,49% |
| Etudes et recherches (617) | 3 285 940 | 1 838 266 | 78,75% |
| Divers services extérieurs (618) | 1 288 530 | 1 440 640 | -10,56% |
| Total | 33 299 808 | 51 717 656 | -35,61% |

Cette variation résulte principalement du poste « Entretien et réparations Maintenances » qui diminue de 17,5 M€ en 2016. Rappelons que l'exercice 2015 a été marqué par de forts investissements concernant la maintenance et l'évolution des composants, des sous-applications et des applications du Système d'information (SI), dont les éléments principaux concernaient :

- l'évolution du SI des Prestations Familiales, du processus de production et du contentieux (7,5 M€),
- l'évolution de la Gestion de la relation allocataire et des échanges partenaires et internet (2,1 M€),
- le développement de la boîte à outils Progress (2 M€),
- le développement des applications Web et leurs hébergements (0,7 M€).

1.3 Les autres services extérieurs

Les dépenses imputées au poste « Autres services extérieurs » augmentent par rapport à 2015 : + 31,2 % pour s'établir à 52,6 M€.

| Nature de la dépense | 2 016 | 2 015 | Evolution 2016/2015 |
|---|-------------------|-------------------|------------------------|
| Personnel extérieur à l'organisme (621) | 134 861 | 160 663 | -16,06% |
| Rémunérations d'intermédiaires & honoraires (622) | 305 343 | 589 740 | -48,22% |
| Publicité, publications (623) | 2 314 803 | 2 061 612 | 12,28% |
| Transports collectifs du personnel (624) | 214 283 | 280 359 | -23,57% |
| Déplacements, missions et réceptions (625) | 3 181 626 | 2 496 467 | 27,45% |
| Frais postaux et de télécommunications (626) | 7 977 054 | 8 017 361 | -0,50% |
| Services bancaires et assimilés (627) | 366 190 | 373 627 | -1,99% |
| Divers autres services extérieurs (628) | 38 154 098 | 26 148 311 | 45,91% |
| Total | 52 648 257 | 40 128 140 | 31,20% |

Cette augmentation de + 12,5 M€ est due au recours accru au poste des Divers autres services extérieurs, principalement lié à des prestations informatiques (maintenance et évolution de composants, de sous-ensembles d'applications ou d'applications du système d'information).

1.4 Les impôts, taxes et versements assimilés

Le poste « Impôts, taxes et versements assimilés », en augmentation de + 1,4 M€, s'élève à 11,6 M€ et est principalement constitué des :

- taxes sur les salaires pour 7,5 M€ en 2016, contre 6,6 M€ en 2015,
- taxes assises sur les salaires (versement transport, participation à la formation continue et l'effort construction, etc.), stables à 2,7 M€ en 2016.

1.5 Les charges de personnel de la Cnaf

| Charges de personnel | 2016 | 2015 | Evolution 2016/2015 |
|---|-------------------|-------------------|------------------------|
| Rémunérations du personnel de statut de droit privé | 64 580 989 | 64 168 373 | 0,64% |
| Salaires, appointements | 54 067 297 | 53 479 399 | 1,10% |
| Congés payés | 6 450 124 | 6 832 202 | -5,59% |
| Primes et gratifications diverses | 727 721 | 639 319 | 13,83% |
| Indemnités et avantages divers | 3 334 068 | 2 946 789 | 13,14% |
| Indemnités de préavis, de licenciement et avantages divers | 1 779 | 270 664 | -99,34% |
| Rémunérations du personnel de statut de droit public | 732 315 | 750 071 | -2,37% |
| Sous-total salaires et traitements | 65 313 304 | 64 918 444 | 0,61% |
| Charges de Sécurité sociale et prévoyance | 25 931 962 | 26 221 047 | -1,10% |
| Autres charges sociales | 3 481 132 | 3 166 371 | 9,94% |
| Autres charges de personnel | 110 962 | 75 710 | 46,56% |
| Sous-total charges sociales et assimilées | 29 524 055 | 29 463 128 | 0,21% |
| TOTAL | 94 837 359 | 94 381 572 | 0,48% |

Les charges de personnel varient de 94,4 M€ à 94,8 M€ (+ 0,5 %) de 2015 à 2016.

1.6 Les dotations aux amortissements et provisions

Cette rubrique est composée de dotations aux :

- amortissements relatifs aux immobilisations incorporelles & corporelles pour 25,4 M€,
- provisions pour risques et charges pour 4,8 M€.

1.7 Autres charges de gestion courante

Les « Autres charges de gestion courante » sont en diminution de 1,1 % par rapport à 2015, pour s'établir à 2 014 M€.

| Nature de la dépense | 2 016 | 2 015 | Evolution 2016/2015 |
|---|----------------------|----------------------|------------------------|
| Redevance pour concessions, brevets, licences (651) | 17 400 973 | 19 629 912 | -11,35% |
| Comités, conseils et assemblées (653) | 2 880 884 | 3 011 184 | -4,33% |
| Pertes sur créances irrécouvrables (654) | 0 | -29 | -100,00% |
| Autres charges de gestion courante (655) | 1 804 414 644 | 1 812 385 701 | -0,44% |
| Gestion administrative de la Msa | 189 326 579 | 202 067 526 | -6,31% |
| Total | 2 014 023 079 | 2 037 094 294 | -1,13% |

Comme en 2015, ce poste comprend l'intégralité des dépenses afférentes à la gestion administrative de la Ccmsa (189,3 M€) :

| Gestion administrative Msa | 2016 | 2015 | Evolution 2016/2015 |
|--|--------------------|--------------------|------------------------|
| Achats | 2 554 201 | 2 944 866 | -13,27% |
| Services extérieurs | 7 381 197 | 7 971 984 | -7,41% |
| Autres services extérieurs | 18 760 801 | 19 904 753 | -5,75% |
| Impôts, taxes et versements assimilés | 14 495 634 | 15 010 065 | -3,43% |
| Charges de personnel | 134 281 593 | 142 642 015 | -5,86% |
| Dotations aux amortissements et aux provisions | 7 925 029 | 7 800 811 | 1,59% |
| Autres charges de gestion courante | 3 563 680 | 4 854 086 | -26,58% |
| Charges financières | 12 457 | 17 460 | -28,66% |
| Charges exceptionnelles | 237 379 | 760 836 | -68,80% |
| Impôts sur les bénéfices | 114 609 | 160 650 | -28,66% |
| Total | 189 326 579 | 202 067 526 | -6,31% |

Outre la gestion administrative de la Ccmsa, les « Autres charges de gestion courante » (1 825 M€) sont principalement constituées par :

- des dotations versées aux Caf par la Cnaf pour couvrir leurs propres dépenses de gestion courante (1 599 M€ en 2016 contre 1 618 M€ en 2015),
- de diverses autres contributions en faveur notamment de l'Acos (183,6 M€ en 2016 contre 176,1 M€ en 2015) et de l'Ucanss (7,3 M€ en 2016 contre 7,1 M€ en 2015),
- de redevances pour concessions, brevets et licences pour 17,4 M€ en 2016 contre 19,6 M€ en 2015.

2 - Les charges à payer de gestion administrative

| Charges à payer - Gestion administrative | 2016 | Structure 2016 | 2015 | Evolution 2016/2015 |
|---|-------------------|----------------|-------------------|---------------------|
| Fournisseurs : achats de biens & prest. Service - Fact. Non parvenues (40811) | 27 811 650 | 44,88% | 25 132 561 | 10,66% |
| Fournisseurs d'immobilisations - Fact. non parvenues (4084) | 5 414 347 | 8,74% | 1 944 419 | 178,46% |
| Congés à payer | 11 513 716 | 18,58% | 11 454 669 | 0,52% |
| <i>Dettes provisionnées pour congés à payer (4282)</i> | <i>7 269 373</i> | <i>11,73%</i> | <i>7 310 627</i> | <i>-0,56%</i> |
| <i>Charges sociales sur congés à payer (4382)</i> | <i>3 189 505</i> | <i>5,15%</i> | <i>3 186 759</i> | <i>0,09%</i> |
| <i>Charges fiscales sur congés à payer (4482)</i> | <i>1 054 838</i> | <i>1,70%</i> | <i>957 283</i> | <i>10,19%</i> |
| RTT - Personnel | 1 206 344 | 1,95% | 1 090 563 | 10,62% |
| <i>RTT - Personnel : CAP (42863)</i> | <i>762 380</i> | <i>1,23%</i> | <i>696 507</i> | <i>9,46%</i> |
| <i>RTT - CAP - S.S. et autres organismes sociaux (43863)</i> | <i>333 027</i> | <i>0,54%</i> | <i>302 454</i> | <i>10,11%</i> |
| <i>RTT - CAP - Entités publiques (44863)</i> | <i>110 937</i> | <i>0,18%</i> | <i>91 602</i> | <i>21,11%</i> |
| CET - Personnel | 5 262 801 | 8,49% | 4 841 519 | 8,70% |
| <i>CET - Personnel : CAP (42866)</i> | <i>3 323 331</i> | <i>5,36%</i> | <i>3 070 119</i> | <i>8,25%</i> |
| <i>CET -CAP - S.S. et autres organismes sociaux (43866)</i> | <i>1 439 572</i> | <i>2,32%</i> | <i>1 336 341</i> | <i>7,72%</i> |
| <i>CET -CAP - Entités publiques (44866)</i> | <i>499 897</i> | <i>0,81%</i> | <i>435 059</i> | <i>14,90%</i> |
| Autres CAP - Personnel (42868) | 205 374 | 0,33% | 90 874 | 126,00% |
| Autres CAP - S.S. et autres organismes sociaux (43868) | 947 928 | 1,53% | 901 281 | 5,18% |
| Autres CAP - Entités publiques (44868) | 2 283 563 | 3,69% | 2 202 914 | 3,66% |
| CAP - Divers (4686) | 7 317 631 | 11,81% | 3 587 192 | 103,99% |
| TOTAL | 61 963 354 | 100,00% | 51 245 992 | 20,91% |

Globalement, les charges à payer de gestion courante progressent de 20,9 % entre 2015 et 2016, et sont principalement constituées de :

- factures non parvenues d'achats de biens et services qui progressent de 2,7 M€ pour s'établir à 27,8 M€,
- factures non parvenues relatives à des fournisseurs d'immobilisations, notamment imputables aux acquisitions de logiciels et les matériels informatiques, en progression de 3,5 M€ pour s'établir à 5,4 M€,
- des charges à payer relatives au personnel (charges sociales et fiscales comprises) au titre des congés payés (montant stable à 11,5 M€), des congés Rtt (1,2 M€ en 2016 contre 1,1 M€ en 2015) et du Compte épargne-temps (5,3 M€ en 2016 contre 4,8 M€ en 2015),
- des charges à payer divers (4686) qui concernent pour l'essentiel le financement d'associations par la Cnaf (3,8 M€ en 2016 contre 1,1 M€ en 2015), les congés paternités de la Caisse nationale des industries électriques et gazières (2,5 M€ en 2016 contre 2,6 M€ en 2015).

3 - Les provisions de gestion administrative

| Provisions pour risques et charges de gestion administrative | Solde au 31.12.2015 | Augmentation | Diminution | Solde au 31.12.2016 |
|--|---------------------|-------------------|------------------|---------------------|
| Litiges | 13 968 956 | 735 905 | 617 512 | 14 087 348 |
| Autres provisions pour risques et charges | 768 616 | 9 154 727 | 1 042 365 | 8 880 978 |
| Remises en état | 1 904 479 | 273 245 | 0 | 2 177 724 |
| Prime d'intéressement | 1 377 000 | 1 524 495 | 1 377 000 | 1 524 495 |
| Médaille du travail | 450 066 | 22 822 | 0 | 472 888 |
| Part variable et prime de résultat | 715 000 | 1 310 160 | 715 000 | 1 310 160 |
| TOTAL | 19 184 116 | 13 021 354 | 3 751 877 | 28 453 593 |

Principalement affectées à la couverture du risque de litiges, les provisions de gestion administrative s'élèvent à 28,5 M€. Elles sont constituées de provisions pour :

- litiges et autres risques et charges (relatifs aux fournisseurs, salariés, etc.), pour un montant de 23 M€,
- primes (primes d'intéressement, part variable et prime de résultat), pour un montant de 3,3 M€,
- travaux de désamiantage, pour un montant de 2,2 M€.

4 - Les produits de gestion courante

| Produits de gestion courante | 2016 | 2015 | Evolution 2016/2015 |
|---|--------------------|--------------------|---------------------|
| Ventes et Prestations de services | 886 209 | 479 915 | 84,66% |
| Production stockée et immobilisée | 10 140 522 | 14 883 228 | -31,87% |
| Subvention d'exploitation | 0 | 500 | -100,00% |
| Divers produits de gestion courante | 621 443 074 | 511 139 035 | 21,58% |
| Reprises sur amortissements et provisions | 2 876 597 | 2 369 586 | 21,40% |
| Transferts de charge | 6 582 | 25 289 | -73,97% |
| TOTAL GENERAL | 635 352 984 | 528 897 553 | 20,13% |

Les produits de gestion courante progressent de 20,1 % pour s'établir à 635,4 M€.

Ils sont principalement constitués par :

- l'intégralité des recettes afférentes à la gestion administrative de la Msa (189,3 M€),
- les frais de gestion facturés à l'Etat en rémunération de la gestion des aides au logement (349,6 M€ en 2016, contre 263,6 M€ en 2015), dont la hausse résulte du transfert au budget de l'Etat du financement de l'Alf, et de celle du Rsa activité et prime d'activité (74 M€ en 2016 contre 38,5 M€ en 2015), dont la hausse est liée au remplacement le 1er janvier 2016 du Rsa activité par la prime d'activité et à l'augmentation correspondante des dépenses (4 664 M€ en 2016 contre 2 090 M€ en 2015),
- la production de logiciels immobilisés de la Dsi (10,1 M€).

III - La formation du résultat de la Cnaf

| Toutes gestions confondues | Exercice 2016 | Exercice 2015 | Evolution 2016/2015 |
|----------------------------|---------------------|-----------------------|------------------------|
| Charges | 50 154 612 079 | 55 026 375 599 | -8,85% |
| Produits | 49 207 215 647 | 53 440 236 315 | -7,92% |
| Résultat | -947 396 432 | -1 586 139 285 | -40,27% |

1 - Le résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation de la Cnaf correspond au résultat des gestions technique et courante.

| Toutes gestions confondues | Exercice 2016 | Exercice 2015 | Evolution 2016/2015 |
|--------------------------------|---------------------|-----------------------|------------------------|
| Charges d'exploitation | 50 149 710 378 | 55 029 307 008 | -8,87% |
| Produits d'exploitation | 49 185 595 820 | 53 427 246 975 | -7,94% |
| Résultat d'exploitation | -964 114 558 | -1 602 060 033 | -39,82% |

Le déficit d'exploitation se réduit de 637,9 M€ entre les exercices 2015 et 2016. Cette évolution résulte des éléments ci-après.

Une diminution importante des charges (-4 880 M€)

Les **diverses charges techniques** passent de 41 152 M€ en 2015 à 36 436 M€ en 2016, soit une diminution 4 716 M€. Ces charges sont pour l'essentiel à l'origine de la forte diminution des charges d'exploitation, et leur variation résulte du transfert au budget de l'Etat en 2016 des dépenses d'Alf.

Une diminution des produits (-4 242 M€)

Le montant des **cotisations sociales** diminue de 2 641 M€, soit 8 %. Leur part dans le financement de la branche Famille (cotisations, impôts et produits affectés) reste stable à 63,2 % en 2016 (contre 62,5 % en 2015). Cette évolution est le résultat de seconde phase du pacte de responsabilité. Ce dernier se traduit par la baisse de 1,8 point du taux de cotisations famille pour les salaires compris entre 1,6 et 3,5 smic.

Le produit de la **Contribution sociale généralisée** (Csg) baisse de 1 173 M€, en 2016 et s'élève à 9 951 M€ en 2016, contre 11 124 M€ en 2015 (-10,5%). La diminution du montant de la Csg résulte essentiellement de la réaffectation au Fsv de la Csg sur les revenus du capital.

Le montant des **Impôts et taxes affectés** (Itaf) diminue de 951 M€, soit 12,1 %. Cette baisse est due à la suppression de certaines taxes (préciput assurance vie, taxe sur les Véhicules terrestres à moteur et Taxe spéciale sur les contrats d'assurance) partiellement compensée par la création d'une nouvelle taxe sur les contrats d'assurance et par l'affectation à la branche d'une part de la taxe de solidarité additionnelle.

2 - Le résultat financier

| Toutes gestions confondues | Exercice 2016 | Exercice 2015 | Evolution 2016/2015 |
|----------------------------|------------------|------------------|------------------------|
| Charges financières | 3 014 674 | -2 967 900 | -201,58% |
| Produits financiers | 5 462 367 | 74 094 | 7272,21% |
| Résultat financier | 2 447 693 | 3 041 994 | -19,54% |

Les soldes quotidiens de trésorerie du compte courant de la Cnaf à l'Acoss portent intérêts à un taux annuel défini par arrêté ministériel.

Le résultat financier se détériore de 0,6 M€ pour s'établir à 2,4 M€ en 2016, sous les effets conjugués et opposés :

- d'une amélioration du solde moyen de trésorerie entre 2015 et 2016,
- d'une baisse du taux d'intérêt négatif appliqué par l'Acoss sur le compte courant de la Cnaf (-0,458% en 2016, contre -0,0612% en 2015).

3 - Le résultat exceptionnel

| Toutes gestions confondues | Exercice 2016 |
|------------------------------|-------------------|
| Charges exceptionnelles | 1 887 027 |
| Produits exceptionnels | 16 157 460 |
| Résultat exceptionnel | 14 270 433 |

En 2016, les charges exceptionnelles s'élèvent à 1,9 M€ et correspondent principalement à des opérations de régularisations sur exercices antérieurs.

Les produits exceptionnels s'élèvent à 16,2 M€ en 2016 et sont principalement constitués de pénalités perçues au titre de certains marchés et de produits nés du recouvrement de créances réputées irrécouvrables (15,4 M€).

Le résultat exceptionnel est ainsi excédentaire et atteint 14,3 M€.

IV - Les effectifs de la Cnaf au 31/12/2016

Les données présentées ci-après comptabilisent les effectifs présents au 31 décembre 2016 et 2015.

1 - Une stabilité des emplois en Cdi

| Agents Cdi Convention Collective | 2016 | 2015 | Evolution (Nb) | Evolution (%) |
|---|--------------|--------------|----------------|---------------|
| Agents de direction | 71 | 67 | 4 | 5,97% |
| Cadres (Catégorie Employés et cadres) | 361 | 364 | -3 | -0,82% |
| Employés (Catégorie Employés et cadres) | 92 | 89 | 3 | 3,37% |
| Cadres (catégorie Informaticiens) | 459 | 442 | 17 | 3,85% |
| Employés (catégorie Informaticiens) | 265 | 280 | -15 | -5,36% |
| Total | 1 248 | 1 242 | 6 | 0,48% |

Les effectifs de l'ensemble des catégories professionnelles restent relativement stables (+0,5 %). La catégorie « Informaticiens » représente 58,0 % des effectifs en 2016, contre 58,1 % en 2015. On observe une baisse de 5% du nombre d'employés de cette catégorie (15 personnes), au profit d'une hausse équivalente du nombre de ses cadres.

| Agents CDI Convention Collective | 2016 | 2015 | Evolution (Nb) | Evolution (%) |
|--|--------------|--------------|----------------|---------------|
| Gestion des systèmes d'information | 593 | 593 | 0 | 0,00% |
| Management et pilotage | 342 | 332 | 10 | 3,01% |
| Information et communication | 73 | 81 | -8 | -9,88% |
| Gestion comptable et financière | 53 | 47 | 6 | 12,77% |
| Analyse et conseil juridiques | 43 | 42 | 1 | 2,38% |
| Gestion des moyens matériels | 38 | 41 | -3 | -7,32% |
| Gestion et développement des ressources humaines | 41 | 37 | 4 | 10,81% |
| Observation socio-économique | 27 | 30 | -3 | -10,00% |
| Optimisation des processus | 23 | 24 | -1 | -4,17% |
| Assistance logistique | 13 | 12 | 1 | 8,33% |
| Gestion des situations clients | 2 | 3 | -1 | -33,33% |
| Total | 1 248 | 1 242 | 6 | 0,48% |

Support majeur de l'activité, le système d'information de la branche Famille mobilise 593 collaborateurs, soit près de la moitié de l'effectif en Cdi.

Les emplois du processus « Management et pilotage » représentent 27,4 % de l'effectif total 2016, leur nombre ayant augmenté de 3% depuis 2015.

2 - Un recours marginal aux emplois en Cdd

| Agents Cdd | 2016 | 2015 | Evolution (Nb) | Evolution (%) |
|----------------------------------|-----------|-----------|----------------|---------------|
| Accroissement d'activité | 12 | 7 | 5 | 71,43% |
| Remplacement agent | 7 | 7 | 0 | 0,00% |
| Contrats de professionnalisation | 7 | 2 | 5 | 250,00% |
| Total | 26 | 16 | 10 | 62,50% |

Même s'il a augmenté entre 2015 et 2016 (+10 Cdd), le nombre d'emplois en Cdd reste globalement marginal (2 %), y compris sur les sites informatiques.